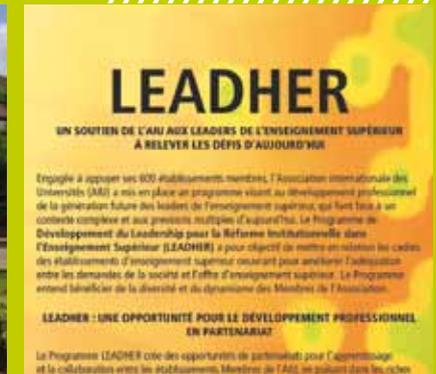


AIU

Horizons

Fondée en 1950, l'AIU est une Association mondiale d'établissements d'enseignement supérieur et d'associations d'universités. Elle compte des Membres institutionnels et organisationnels dans plus de 130 pays qui se réunissent pour mettre en place une réflexion et des actions sur des thématiques

communes. L'AIU établit des partenariats avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales, régionales et nationales actives dans le domaine de l'enseignement supérieur. Elle met tout en œuvre pour la **création et consolidation d'une communauté mondiale de l'enseignement supérieur.**



ACTIVITÉS

- Conférence internationale 2011 de l'AIU et Séminaire AIU/ANIE
- Conférence générale 2012 de l'AIU
- Repenser l'internationalisation – l'AIU crée un groupe *ad-hoc* d'experts
- Code d'Éthique de l'AIU pour les établissements d'enseignement supérieur
- La nouvelle compétition LEADHER est lancée!
- Programmes doctoraux
- Développement durable

DOSSIER THÉMATIQUE

Renforcer l'accès équitable et le succès dans l'enseignement supérieur



SOMMAIRE

1 ACTIVITÉS DE L'AIU

- 1 Conférences de l'AIU et autres événements
- 4 Événements passés et à venir co-sponsorisés par l'AIU
- 5 Nouveaux membres et nouvelles des membres
- 6 Rapports sur les projets spéciaux

8 L'AIU – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

10 DOSSIER THÉMATIQUE: STRATÉGIES POUR LE RENFORCEMENT DE L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'ACCÈS ET DE SUCCÈS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

- 10 Une introduction au thème et à la conférence internationale 2011 de l'AIU, par **Eva Egron Polak et Elodie Boisfer**, AIU
- 11 Élargir l'accès et promouvoir le succès dans l'enseignement supérieur, par **Manuel J. Fernós**, Porto Rico, États-Unis d'Amérique
- 12 Accès et succès dans l'enseignement supérieur: Leur importance dans le contexte actuel, par **Olive Mugenda**, Kenya
- 13 Opportunités pour tous? Le défi de l'équité dans l'enseignement supérieur, par **Jamil Salmi et Roberta Malee Bassett**, La Banque Mondiale
- 15 Défis de l'enseignement supérieur en Afrique du Sud: implications en matière d'accès équitable et de succès, par **John C Mubangizi**, Afrique du Sud
- 17 Accès et succès dans l'enseignement supérieur japonais, par **Masayuki Kobayashi**, Japon
- 18 Avancées ou reculs? Qu'en est-il de l'accès à l'éducation dans les pays arabes, par **Kamal Abouchedid**, Liban
- 19 SiSCatalyst: Les enfants: acteurs de changement de la science et de la société, par **Tricia Jenkins**, Royaume-Uni
- 20 Accès et équité dans l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes, par **Francisco Lopez-Segre**, GUNI, Espagne
- 21 Miami Dade College: Envisager une nouvelle voie pour favoriser la réussite des étudiants, par **Eduardo J. Padrón**, États-Unis d'Amérique
- 23 L'avenir de chaque citoyen: Lumina investit massivement dans l'enseignement supérieur, par **Jamie Merisotis**, États-Unis d'Amérique
- 24 Bibliographie sélective sur l'accès et le succès

26 NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU ET SÉLECTION PARMIS LES PUBLICATIONS REÇUES

- 26 Prix AIU/ Plagave de l'essai: appel à contributions
- 30 Nouvelles tendances à l'Horizons: ce que nous disent les nouvelles publications

32 CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

Les opinions exprimées dans les articles de **AIU Horizons** sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'Association internationale des Universités.

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

ALORS QUE DÉBUTE L'ANNÉE ACADÉMIQUE DANS L'HÉMISPHERE NORD,

les étudiants qui ont réussi à accéder à l'enseignement supérieur s'apprentent à embarquer pour un voyage passionnant qui les mènera à l'obtention de leur diplôme. Malheureusement, pour beaucoup, cette affirmation ne reflète pas la réalité; en effet, trop d'étudiants potentiels n'ont pas accès à l'enseignement supérieur et beaucoup trop abandonneront leurs études en cours de route sans terminer leur cursus. Le double défi consistant à offrir un accès équitable et un élargissement de la participation, et à garantir la réussite et/ou la rétention reste illusoire, en particulier au vu de certains objectifs fixés par les gouvernements. Les raisons susceptibles d'expliquer cette situation diffèrent: les étudiants n'ont pas accès à l'enseignement supérieur car le nombre de places est trop limité, leur préparation a été inadéquate, les frais d'inscription sont trop élevés, l'enseignement supérieur ne fait pas partie de leurs aspirations. Pour ces étudiants, cette situation d'échec a par ailleurs des causes variées: les programmes ne correspondent pas à leurs besoins ni à leurs intérêts, ils sont dans l'incapacité de rattraper leur mauvaise préparation initiale, leurs compétences linguistiques sont insuffisantes, ils se sentent perdus, le besoin de gagner leur vie est trop important pour poursuivre des études, etc.

Pourtant, l'enseignement supérieur est la clé d'un avenir meilleur pour les individus, les sociétés et les nations. Que peut-on faire pour ouvrir plus largement les portes et accompagner ceux qui en ont besoin sur le chemin de l'apprentissage? Comment s'assurer que la concurrence de plus en plus omniprésente n'empêche pas un nombre encore plus important d'individus d'atteindre leurs objectifs en limitant leur accès à l'enseignement supérieur (ES)?

Aider les établissements d'enseignement supérieur à trouver des réponses à ces questions fondamentales a été le principal objectif du travail de l'AIU sur l'accès et le succès dans l'enseignement supérieur, et constitue le dossier thématique du présent numéro d'*AIU Horizons*. Cette parution coïncide avec la Conférence internationale 2011 de l'AIU, organisée avec l'Université Kenyatta à Nairobi sur le même thème. Les auteurs de certains articles proposés dans le « dossier thématique » feront une présentation à cette occasion. Ces articles portent sur des pays dans lesquels les taux de participation globale restent trop faibles, comme au Kenya et en Afrique orientale, ou bien trop élitistes comme dans certains pays d'Amérique Latine, ou confrontés à l'héritage de la ségrégation raciale comme en Afrique du Sud. L'article sur le Japon indique que les questions de coût, des frais d'inscription et du financement sont les principaux facteurs ayant une incidence sur l'accès. Certains articles abordent la question plus fondamentale des raisons qui limitent l'accès à l'enseignement supérieur et examinent ce qui empêche d'offrir à chacun la possibilité de suivre des études supérieures. Les auteurs de la Banque mondiale nous rappellent que l'accès est nécessaire à la fois pour des raisons de justice sociale et d'efficacité. Axé sur les solutions, la description du projet « Les enfants: acteurs du changement », coordonné par l'Université de Liverpool, propose une stratégie innovante visant à élever les aspirations des individus en ouvrant les portes de l'ES aux très jeunes. L'importance de la question de l'accès et du succès est telle que l'un des auteurs préconise de redéfinir l'efficacité de l'enseignement supérieur pour prendre en compte cette dimension, et le président de la Fondation Lumina aux États-Unis considère que « résoudre le problème de l'accès » constitue un « impératif national ».

L'importance du thème de l'accès et du succès pour les Membres de l'AIU est également clairement apparue ces dernières semaines lorsque nous avons lancé un premier appel à contributions pour enrichir les sessions de la Conférence de Nairobi. Nous avons reçu du monde entier des articles de grande qualité. Merci à tous ceux qui ont soumis leurs propositions et félicitations aux sept articles qui seront présentés au Kenya!

En outre, la section « Nouvelles des Membres », la liste des événements passés et futurs auxquels ont participé le personnel et la direction de l'AIU, ainsi que la section « Calendrier des événements », complètent ce numéro dans lequel vous pourrez lire la première annonce de la Conférence Générale 2012 de l'AIU, et consulter des rapports sur plusieurs projets et activités de l'Association en cours.



Eva Egron-Polak



CONFÉRENCES DE L'AIU ET AUTRES ÉVÈNEMENTS

CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2011 DE L'AIU : STRATÉGIES POUR LE RENFORCEMENT DE L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'ACCÈS ET DE SUCCÈS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

16-18 NOVEMBRE 2011, UNIVERSITÉ KENYATTA, NAIROBI, KENYA

La Conférence internationale 2011 de l'AIU sera accueillie par l'Université Kenyatta (KU) à Nairobi au Kenya en



novembre. Elle examinera à quel point les politiques gouvernementales et institutionnelles ainsi que les programmes d'enseignement supérieur (ES) répondent positivement à la nécessité d'accroître l'accès équitable à l'ES et la réussite des étudiants de par le monde. Les objectifs sont clairs et bien définis. Mais les atteindre est plus complexe et requiert que leur raison d'être soit clairement établie, que l'engagement soit collectif, et que les ressources adéquates ainsi que l'expertise et le temps nécessaires soient mobilisés.



Photos de KU et du Kenya où se tient la Conférence 2011 de l'AIU.

⇒ **Inscrivez-vous maintenant !** Pour toute information relative à la Conférence et pour vous inscrire : www.iau-aiu.net/fr et www.ku.ac.ke/conferences/iau/

Contacts: i.devyllder@iau-aiu.net et iau@iau-aiu.net

MERCREDI 16 NOVEMBRE 2011

PROGRAMME PRÉLIMINAIRE AU 1^{ER} OCTOBRE 2011

18:00	<p>Présentation de l'Université Kenyatta (KU) Olive Mugenda, <i>Vice chancelière, Université Kenyatta, Nairobi, Kenya</i></p> <p>Présentation de l'enseignement supérieur kenyan Crispus Kiamba, <i>Secrétaire permanent, Ministère de l'enseignement supérieur, Kenya</i></p> <p>Présentation de l'Association internationale des Universités (AIU) Eva Egron-Polak, <i>Secrétaire générale, Association internationale des Universités (AIU)</i></p>
--------------	---

JEUDI 17 NOVEMBRE 2011

10:00	<p>Cérémonie d'ouverture Olive Mugenda, <i>Vice chancelière, Université Kenyatta, Nairobi, Kenya</i> Juan Ramón de la Fuente, <i>Président, Association internationale des Universités (AIU)</i></p> <p>Ouverture officielle de la conférence Hon. Prof. Helen Jepkemoi Sambili, <i>Ministre (intérim), Ministère de l'enseignement supérieur, des sciences et technologies, Kenya</i></p>
11:15	<p>Discours principaux d'ouverture Accès équitable, succès et qualité dans l'enseignement supérieur – un impératif mondial Qian Tang, <i>Sous-Directeur général pour l'éducation, UNESCO</i> Jim Applegate, <i>Vice-Président pour le développement des programmes, Lumina Foundation for Education, Etats-Unis</i> Kabiru Kinyanjui, <i>Consultant, International Development</i></p>
14:30	<p>Séance plénière I - Politiques gouvernementales, stratégies et programmes Yang Wei, <i>Président, Université Zhejiang, Chine</i> Mary Tupan-Wenno, <i>Présidente, European Access Network (EAN)</i> Fernando Ferreira Costa, <i>Recteur, Université d'État de Campinas (UNICAMP), Brésil</i></p>
16:30	<p>Séance plénière II - Politiques et stratégies institutionnelles Venansius Baryamureeba, <i>Vice Chancelier, Université Makerere, Uganda</i> Frits Pannekoek, <i>Président, Université Athabasca, Canada</i> Sue Willis, <i>Pro vice-chancelière, Université Monash, Australie</i></p>



VENDREDI 18 NOVEMBRE 2011

09:00	Séance plénière III – Création de l'Espace africain de l'enseignement supérieur et de la recherche		
09:30	ATELIERS DE TRAVAIL PARALLÈLES - SÉRIE I		
	<p>A) Services à la communauté et admissions pour assurer l'équité Thandwa Mthembu, <i>Vice Chancelier, Central University of Technology, Afrique du sud</i> Karoline Iber, <i>Directrice, Vienna University Children's Office, Autriche</i> Muhammad Ayub Siddiqui, <i>Université Bahria, Pakistan</i></p>	<p>B) Modes alternatifs d'accès à l'enseignement supérieur (enseignement à distance, REL, E-Learning, apprentissage tout au long de la vie, etc.) Olugbemiro Jegede, <i>Secrétaire général, Association des Universités Africaines (AUA)</i> Catherine Ngugi, <i>Chef de projet, OER Africa, Kenya</i> Imma Tubella, <i>President, Universitat Oberta de Catalunya (UOC), Spain</i></p>	<p>C) Financer l'équité en matière d'accès et de succès* Loise Gichuhi, <i>Maître de conférences, Université de Nairobi, Kenya</i> Handsen Tibugari, <i>Maître de conférences, Women's University in Africa, Zimbabwe</i> Nicholas Beyts, <i>Universitaire invité, Cass Business School, City University London, Grande-Bretagne</i></p>
11:30	ATELIERS DE TRAVAIL PARALLÈLES - SÉRIE II		
	<p>A) Services de soutien (soutien académique et social visant à améliorer la rétention) Linda Dzama Forde, <i>Maître de Conférence et Conseillère, Université de Cape Coast, Ghana</i> Michael Wainaina, <i>Doyen associé, Graduate School, Université Kenyatta, Kenya</i> Christina Lloyd, <i>Directrice, Teaching and Learner Support, The Open University, Grande-Bretagne</i></p>	<p>B) Définition des objectifs institutionnels, Suivi et Evaluation* Asha Gupta, <i>Directeur, Directorate of Hindi Medium Implementation, Université de Delhi, Inde</i> Marcelo Knobel, <i>Professeur, Université d'État de Campinas (UNICAMP), Brésil</i></p>	<p>C) Acteurs clefs pour l'équité en matière d'accès et de succès : rôle du corps enseignant, du personnel administratif, des étudiants et du secteur privé Kaloyan Kostadinov, <i>Membre du Comité Exécutif, European Students' Union (ESU)</i> James Mwangi, <i>Directeur, Equity Bank, Kenya</i></p>
13:00	L'AIU souhaite la bienvenue à ses nouveaux Membres !		
14:30	<p>Table Ronde Compétitivité (individuelle, institutionnelle, nationale et internationale) et impact sur l'accès équitable, le succès et la qualité dans l'enseignement supérieur Is-haq Oloyede, <i>Vice Chancelier, Université d'Ilorin, Ilorin, Nigeria</i> Roberta Malee Bassett, <i>Spécialiste de l'Education Senior pour l'Europe et l'Asie Centrale, Banque mondiale</i> Jose Ferreira Gomes, <i>Professeur & Directeur du Département de Chimie, Faculté des Sciences, Université de Porto, Portugal</i> Molly Corbett Broad, <i>Présidente, American Council on Education (ACE), Etats-Unis d'Amérique</i></p>		
16:30	<p>Séance de conclusion - Stratégies actuelles et futures Modérateur : Manuel J. Fernos, <i>Président, Université interaméricaine de Porto Rico, Etats-Unis d'Amérique</i> Eva Egron-Polak, <i>Secrétaire générale, Association internationale des Universités (AIU)</i> Conclusion officielle de la conférence Hon. Kalonzo Musyoka, <i>Vice-président, République du Kenya</i> Remerciements Olive Mugenda, <i>Vice chancelière, Université Kenyatta, Nairobi, Kenya</i></p>		
Soirée	Soirée culturelle (KU & anciens, pays invités, Kayamba Africa) sur le campus de l'Université Kenyatta		

* Les conférenciers de ces sessions parallèles ont été sélectionnés sur la base de l'appel à contributions lancé par l'AIU.



LE DÉVELOPPEMENT DES STRATÉGIES INSTITUTIONNELLES D'INTERNATIONALISATION UN ATELIER DE TRAVAIL POUR LES UNIVERSITÉS AFRICAINES

UNIVERSITÉ KENYATTA, NAIROBI, 16 NOVEMBRE 2011

Introduction

L'AIU et l'ANIE tiendront prochainement un atelier de travail sur **Le développement des stratégies institutionnelles d'internationalisation: Un atelier de travail pour les universités africaines**. Egalement accueilli par l'Université Kenyatta, cet atelier ciblera principalement les chercheurs et professionnels de l'enseignement supérieur œuvrant en Afrique dans le domaine de l'internationalisation.

Les participants auront l'occasion de discuter des opportunités, des défis, des avantages, ainsi que des risques à prendre en compte lorsque l'on développe une stratégie institutionnelle



d'internationalisation. L'atelier sera de nature pratique et aura pour but d'accroître les connaissances sur l'internationalisation; il s'appuiera sur les expériences des universités africaines lors du développement de leurs stratégies d'internationalisation, et sur l'analyse de la politique mise en place par l'Université Moi, Kenya. Il permettra aux participants d'affiner leurs propres stratégies. La recherche actuelle, y compris le rapport de la 3^{ème} enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation, serviront à nourrir les échanges tout au long de l'atelier.

Programme et inscription

Pour toute demande d'information sur cet atelier, merci de contacter Ross Hudson, Chargé de Programmes (r.hudson@iau-aiu.net) et James Otieno Jowi, Directeur de l'ANIE (jowij@anienetwork.org). Les participants de l'atelier AIU/ANIE souhaitant s'inscrire à la conférence internationale 2011 de l'AIU bénéficieront d'une réduction sur les frais d'inscription (voir: www.iau-aiu.net/civicrm/event/info?reset=1&id=16)

2012 EST UNE ANNÉE D'ÉLECTIONS !

14^{ÈME} CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AIU SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'AGENDA MONDIAL

UNIVERSITÉ INTERAMÉRICAINNE DE PORTO RICO À SAN JUAN, ÉTATS-UNIS, 13-16 NOVEMBRE 2012

Cet événement majeur dans la vie de l'Association offrira aux participants:

- Un programme thématique pertinent et dynamique
- Des sessions de travail informatives et interactives sur les activités de l'AIU
- Les Membres de plein droit de l'AIU ont la possibilité d'être candidats et de voter pour élire l'équipe dirigeante de l'AIU 2012-2016:
 - Le Président de l'AIU
 - Les Membres du Conseil d'Administration
- Le plus international des forums permettant d'établir et développer des contacts avec des collègues du monde entier.

Comme il sied à une association internationale, et compte tenu des nombreuses dates fixées par la communauté internationale pour répondre aux défis planétaires, notamment les Objectifs du Millénaire pour le Développement à atteindre d'ici 2015, la Conférence Générale de l'AIU examinera le rôle joué par l'enseignement supérieur et la recherche dans cet « agenda mondial » et la manière dont ils peuvent s'engager d'avantage pour concrétiser leurs efforts.

Les établissements d'enseignement supérieur sont des garants importants de l'espoir de l'humanité en vue d'un avenir durable. A travers l'enseignement/l'apprentissage, la recherche



Université interaméricaine de Porto Rico.

et les services communautaires, leur contribution en vue de répondre aux défis locaux et mondiaux posés par la pauvreté et l'inégalité, la nutrition, la santé, la dégradation de l'environnement - et non des moindres - par l'éducation, est essentielle. En ciblant de nombreux projets sur des questions diverses comme l'accès équitable et le succès dans l'enseignement supérieur, les initiatives liées à l'Education pour Tous, le développement durable, les nouvelles manières de penser l'internationalisation, les responsabilités sociales des établissements d'enseignement supérieur, l'AIU répond à l'agenda mondial. La Conférence Générale permettra d'encourager une plus grande implication et une plus grande participation des universités à ces problématiques et jouera le rôle de catalyseur, permettant d'envisager ces objectifs essentiels.

Réservez ces dates dans vos agendas !

L'Université Interaméricaine de Porto Rico, qui célèbre son 100^e anniversaire, et l'Association internationale des Universités, qui organise sa 14^e Conférence Générale, se réjouissent de vous accueillir à San Juan, ville fortifiée historique et dynamique et l'un des ports les plus actifs des Caraïbes. **Voir:** www.inter.edu/

ÉVÉNEMENTS PASSÉS ET FUTURS PARRAINÉS PAR L'AIU

RAPPORT



La Conférence internationale «**Reimagining Democratic Societies: A New Era of Personal and Social Responsibility**» co-parrainée par l'AIU, le Conseil de l'Europe, l'International Consortium for Higher Education, Civic Responsibility and Democracy, le Centre européen Wergeland, l'Université d'Oslo et le Ministère norvégien de l'Éducation et de la Recherche, s'est tenue à Oslo du 27 au 29 juin. Elle a marqué le 200^e anniversaire de l'Université d'Oslo, Membre fondateur de l'AIU, et a réuni 140 chefs d'établissements d'enseignement supérieur et représentants des pouvoirs publics américains et européens ainsi que d'autres pays. Cette conférence s'est inscrite dans la coopération visant à promouvoir la démocratie, les droits de l'Homme et l'État de droit, ainsi que la cohésion sociale et le dialogue interculturel à travers l'enseignement supérieur. Au vu des événements dramatiques qui se sont produits le 22 juillet à Oslo, la thématique, les objectifs et les implications de la conférence ont encore plus de résonance.

La conférence a porté sur trois questions principales qui revêtent une importance particulière :

1. A quoi ressemble une université démocratique ?
2. Quels sont les moyens privilégiés permettant d'approfondir la formation des étudiants en vue de promouvoir une citoyenneté démocratique mondialement responsable ?
3. Quel type de partenariats entre les établissements d'enseignement supérieur et les communautés locales, nationales et/ou internationales favorise les engagements et les cultures démocratiques ?

Bien que les réponses à ces questions diffèrent, il a été largement convenu que l'enseignement supérieur avait un rôle essentiel à jouer dans le développement d'écoles, de communautés et de sociétés réellement démocratiques. Sjur Bergan, responsable du département Enseignement supérieur et Enseignement de l'Histoire, a insisté sur cette idée fondamentale dans son discours d'ouverture : *La question n'est pas de savoir si l'enseignement supérieur devrait contribuer à développer des sociétés démocratiques mais comment peut-il y parvenir. Il s'agit à la fois d'une question*



Sjur Bergen, Conseil de l'Europe et autres conférenciers, conférence d'Oslo.

pratique et philosophique. Réinventer la société est une question que nos ancêtres se sont posée à plusieurs reprises. C'est aujourd'hui à notre tour d'imaginer comment, en tant que membres de la communauté de l'enseignement supérieur et de la société au sens large, nous pouvons contribuer à bâtir une société meilleure à l'avenir. C'est également à notre tour d'imaginer ce que nous devons faire aujourd'hui pour offrir à nos enfants le type de société dans laquelle nous souhaiterions les voir vivre demain... D'autre part : Si les êtres humains espèrent maintenir et développer un type de société particulier, ils doivent développer et maintenir la spécificité du système éducatif propice à un tel développement. Pour aller à l'essentiel, il ne peut y avoir de système éducatif démocratique efficace sans société démocratique, a déclaré Ira Harkavy, Président de l'US Steering Committee of the International Consortium for Higher Education, Civic Responsibility and Democracy, Membre fondateur et Vice-président associé du Netter Center for Community Partnerships, Université de Pennsylvanie, États-Unis.

L'intérêt et l'engagement significatif des participants lors de cette conférence sont à l'origine de la publication conjointe que le CoEet l'AIU préparent sur le thème de la Conférence et appel à un renforcement des efforts de communication et à impliquer davantage de partenaires, à soutenir les projets de recherche en cours, et à s'attacher plus généralement à promouvoir des partenariats durables entre l'enseignement supérieur, les écoles et les communautés.

www.theewc.org/news/view/reimagining-democratic-societies/

PROCHAINS ÉVÈNEMENTS CO-SPONSORISÉS PAR L'AIU

12-14 octobre 2011, 14^e Colloque nord américain sur l'enseignement supérieur du CONAHEC *Collaboration internationale en éducation supérieure : renforcer nos sociétés dans une aire de transformation, Puebla, Mexique*

www.conahec.org/conahec/



13-15 décembre 2011, *GHEF 2011: Global Higher Education: Reflection on the Past, Designing Sustainable Futures, University Sains Malaysia (USM), Penang, Malaysia*

www.gheforum.usm.my/



18-21 octobre 2011, 3rd *Higher Education Leadership Asia Summit, Hilton Hotel, Singapore*

www.highereducationsummit.com/

13-15 mars 2012: *Going Global 2012, The Queen Elizabeth II Conference Center, Londres, Royaume-Uni*

<http://ihe.britishcouncil.org/going-global>



NOUVELLES DES MEMBRES

NOUVEAUX MEMBRES

L'AIU souhaite la bienvenue aux nouveaux Membres qui se sont joints à l'Association depuis le mois de juin 2011.

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Université nationale de Rosario,
Argentine
www.unr.edu.ar



Université Widayatama,
Indonésie
www.widyatama.ac.id



Université de Guilan,
Iran
www.guilan.ac.ir



**Établissement d'enseignement supérieur
Tabarestan,** Iran
www.tabarestan.ac.ir



Université d'Uyo,
Nigéria
www.uniuyopume.org



Université Scientifique du Pérou,
Pérou
www.ucp.edu.pe



OBSERVATEUR DE L'AIU

Université Al-Hikmah,
Nigéria
www.alhikmahuniversity.com/index.php



DE NOUVEAU PARI MI SES MEMBRES

Université de Salford,
Royaume Uni
www.salford.ac.uk



Université Européenne,
Ukraine
www.e-u.in.ua



Quelques brèves

L'AIU félicite le **Pr. József Bódis**, Recteur de l'Université de Pécs, pour son élection au poste de Président de la **Conférence des recteurs hongrois** le 1^{er} juillet. L'AIU est également heureuse d'accueillir le **Dr. Éva Kriszt Sándorné**, Rectrice de l'École de commerce de Budapest, au titre de nouvelle co-présidente.

L'AIU félicite également **Enrique Alejandro González Álvarez** qui a été nommé Recteur de l'Université La Salle (ULSA) le 29 juillet 2011. Son premier mandat couvrira la période s'étendant de 2011 à 2014 (www.ulsal.mx/).

Le **Pr. A.D.N. Bajpai**, *Vice-chancelier, Université Himachal Pradesh, Shimla*, remplace le Dr. Beena Shah en tant que nouveau Secrétaire général de l'Association des universités indiennes (AIU). Il se voit également conférer la responsabilité de Membre suppléant au CA de l'Association internationale des Universités, en sa qualité de représentant de l'Association des universités indiennes. Il assistera tant à la réunion du CA qu'à la Conférence internationale 2011 de l'AIU qui se tiendra à Nairobi au Kenya, en novembre.

Bibliotheca Alexandrina – Répertoire sur le financement de l'enseignement supérieur

La Bibliotheca Alexandrina (BA) vient de lancer le répertoire en ligne des "Higher Education Funding Opportunities in the Arab Region". Le but de ce répertoire est d'offrir de l'information sur les frais de scolarité, les formations, les prêts et les possibilités de bourses fournis par les autorités locales et régionales (pays arabes), les bailleurs de fonds et les entreprises aux étudiants et aux établissements d'enseignement supérieur. Il s'agit de l'aboutissement d'un projet de recherche mené par un groupe de jeunes chercheurs du Département pour le développement de ressources de la BA, mené grâce au soutien de l'Office régional de la Fondation Ford au Caire.

⇒ ADHÉREZ ET DEVEZ UN MEMBRE ACTIF DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS

C'est le moment opportun, pour les établissements d'enseignement supérieur, d'adhérer à l'AIU! L'année financière court du 1^{er} octobre au 30 septembre. De nouveaux projets vont être mis en place et de nouvelles opportunités d'être impliqué dans le travail de l'Association vont être offertes. Si vous souhaitez vous engager et rejoindre l'Association, n'hésitez pas à consulter les pages

du site Internet de l'AIU relatives aux adhésions et contactez-nous.

Ces pages fournissent de l'information au sujet des bénéfices revenant aux Membres de l'Association, ainsi que sur les différentes catégories de Membres et conduisent directement aux formulaires d'adhésion. En ce début d'année financière, l'AIU espère pouvoir prochainement compter

vos établissements au nombre de ses Membres.

COMMENT ADHÉRER?

Le site Internet vous fournira toutes les informations générales :

www.iau-aiu.net/content/join

Pour plus d'informations, merci de

contacter: H. van't Land :

h.vantland@iau-aiu.net

ou iau@iau-aiu.net

RAPPORTS SUR LES PROJETS DÉVELOPPÉS PAR L'AIU

► REPENSER L'INTERNATIONALISATION - L'AIU CRÉE UN GROUPE D'EXPERTS AD HOC

Encouragée par les discussions et débats qui ont eu lieu lors de la 4^e Réunion mondiale des Associations, organisée à New Delhi le 11 avril, l'AIU a invité plusieurs experts du monde entier à participer à une discussion sur le besoin de réexaminer le concept d'internationalisation. Le concept et la définition de l'internationalisation sont-ils en phase avec les évolutions de l'enseignement supérieur ? Existe-t-il une compréhension commune du concept ? L'internationalisation ou ceux qui en font la promotion et la mettent en œuvre ont-ils perdu de vue ses objectifs fondamentaux ?

L'AIU pose entre autres ces questions dans le cadre d'une réflexion nourrie par les résultats de la 3^e enquête mondiale sur l'internationalisation. L'enquête explique clairement les raisons pour lesquelles l'internationalisation est un objectif poursuivi dans différentes régions du monde et la manière dont elle a une incidence sur différents établissements dans des contextes très divers. Cette initiative s'inscrit également dans la lignée des efforts normatifs de l'Association consentis ces dernières années, symbolisés par l'adoption des deux Déclarations de principe sur l'internationalisation et de la Liste des bonnes pratiques.

Le Groupe international d'experts *ad hoc* a été créé pour mettre en commun des points de vue de toutes les régions du monde pour notamment : évaluer dans quelle mesure les activités en faveur de l'internationalisation sont en adéquation avec l'aspect conceptuel ; examiner d'un œil critique les causes de la remise en question voire même des critiques à l'égard du concept ; et discuter des solutions possibles pour répondre à ces préoccupations. La liste des membres constituant ce Groupe ad hoc est disponible en ligne.

Le Groupe s'est réuni pour la première fois « virtuellement » en juillet et un bref résumé de la diversité et de la richesse des discussions est disponible sur le site de l'AIU. Tous les Membres du Groupe s'engagent à poursuivre cette discussion en vue de repositionner/réinventer l'internationalisation en tant que processus essentiel pour une transformation de l'enseignement supérieur dans le contexte actuel.

Les membres du Groupe ont accepté de mettre à profit les nombreux événements internationaux pour soulever des questions similaires et partager les réactions et les contributions apportées par différents participants à la discussion. Ces données seront également disponibles dans une rubrique Internet consacrée à l'internationalisation sur le site www.iau-aiu.net. Bien que le nombre de membres du Groupe doive rester relativement limité pour être gérable, les points de vue, les articles ou les présentations que vous souhaitez communiquer au Groupe sont les bienvenus, tout comme vos commentaires à l'égard de cette initiative.

Contacts : Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU (e.egronpolak@iau-aiu.net) et/ou Ross Hudson, Chargé de Programmes à l'AIU (r.hudson@iau-aiu.net).

► ISAS – COMPTE RENDU DES PROJETS AVEC L'UNIVERSITÉ MYKOLAS ROMERIS (MRU) ET L'UNIVERSITÉ MOI (MU)



Ces deux projets ont connu une évolution rapide ces derniers mois, et l'AIU s'est entretenue régulièrement avec les principaux représentants des deux universités

pour les aider à apporter la touche finale à leurs documents d'auto-évaluation initiale, qui représentent une part essentielle du processus ISAS. Les visites du Groupe de travail de l'AIU auront lieu en octobre à MRU et en novembre à MU, et l'AIU publiera un rapport plus complet sur les résultats des deux projets dans les prochains numéros du bulletin électronique et le prochain numéro d'*AIU Horizons*.

Par ailleurs, certains résultats du Projet ISAS conduit à l'université Moi feront l'objet de discussions à l'occasion de l'atelier de travail AIU/ANIE sur l'internationalisation qui aura lieu le 16 novembre, comme détaillé à la page 3.

Si votre université souhaite bénéficier du service ISAS, ou d'un service similaire dans le domaine de l'internationalisation, veuillez contacter madeleinefgreen@gmail.com et r.hudson@iau-aiu.net

► WEBINAIRE DE L'AIU SUR L'INTERNATIONALISATION



Internationalization of Higher education – trends and indicators, tel était le titre de la conférence en ligne présentée par la Secrétaire générale de l'AIU le 10 août 2011. Organisée par OUI-IOHE dans le cadre de la préparation du second Congrès des Amériques sur l'éducation internationale (CAEI), cette conférence en ligne a rassemblé près de 40 participants du Canada, États-Unis d'Amérique, Equateur, Pérou, Mexique, Colombie et d'autre pays d'Amérique latine. L'AIU a accepté d'organiser un atelier de travail sur ce sujet à l'occasion du second CAEI qui se tiendra à Rio de Janeiro, au Brésil, en avril 2012.

► L'ÉTUDE AIU/UNESCO SUR LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE EST MAINTENANT ACHEVÉE



Comme présenté en détails dans le précédent numéro d'*AIU Horizons*, l'AIU a réalisé auprès de ses Membres ainsi que des États membres de l'UNESCO une enquête concernant l'état de la liberté académique en réponse à une demande émanant de l'UNESCO. Au cours de sa prochaine Conférence générale, l'UNESCO fera état de la mise en place des *Recommandations concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur de 1997*. L'analyse des données récoltées est maintenant terminée et le rapport final a été remis à l'UNESCO fin septembre. L'AIU souhaite remercier ses quelques 100 Membres institutionnels ayant pris part à cette enquête, ainsi que tous les représentants des États membres et/ou des Commissions nationales pour l'UNESCO qui ont répondu aux questions de l'AIU. Une fois approuvés par l'UNESCO, les résultats seront prochainement présentés dans *AIU Horizons* et/ou sur le site Internet de l'AIU.

Contact: Ross Hudson, Chargé de programme à l'AIU (r.hudson@iau-aiu.net)

► APPEL A PROPOSITIONS POUR LES NOUVELLES BOURSES DE SUBVENTION LEADHER DE L'AIU!

Le Programme LEADHER de l'AIU a été lancé en mai 2007 et a permis de créer des opportunités de partenariats d'apprentissage collaboratif entre les établissements Membres de l'AIU; depuis sa phase pilote, plusieurs concours ont été organisés et 40 Membres de l'AIU ont bénéficié de subventions qui leur ont permis de collaborer dans différents domaines de réforme en cours dans leurs établissements.

S'appuyant sur les réactions très positives des cadres des établissements d'enseignement supérieur qui ont bénéficié de cette activité financée par l'Agence Sida ces quatre dernières années, l'AIU a proposé de renouveler cette activité en définissant un axe plus spécifique, associant à la fois la recherche de politiques de développement de l'Agence Sida et les résultats de la 3^e enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

Le financement pour le programme LEADHER est assuré jusqu'en 2015 ce qui permet à l'AIU de d'allouer des subventions à des projets destinés à renforcer le pôle recherche des universités. Ce programme a pour objectif spécifique d'accroître et d'améliorer la coopération sud-sud et nord-sud entre les établissements d'enseignement supérieur et de renforcer les

capacités de recherche et la gestion de la recherche en particulier.

Les Membres de l'AIU, à jour dans les paiements de leurs cotisations, seront invités à soumettre des propositions de projets conjoints sur un ou deux des domaines suivants :

- Développement d'une mission/ stratégie de recherche ;
- Planification, organisation et gestion de la recherche (doctorale) ;
- Formation à la recherche, en particulier des approches innovantes via la coopération ;
- Financement de la recherche (publique/privée) & génération de revenus, diversification des sources de financement ;
- Collecte, stockage et diffusion des résultats des travaux de recherche (publications, brevets, produits, etc.) ;
- Modes alternatifs de production de recherche (intégrant la coopération avec le secteur privé) ;
- Etablissement de passerelles entre les systèmes de recherche universitaire et les systèmes de recherche nationaux/ régionaux (le cas échéant) ;
- Contribution universitaire au développement de programmes de recherche nationaux solides ;
- Renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation

Les projets doivent impliquer au moins un établissement basé dans un pays à faible revenu (voir : <http://hdr.undp.org/en/statistics/>) et une attention particulière sera portée à des initiatives impliquant l'Afrique subsaharienne pour renforcer le projet existant de l'AIU sur *Le changement de nature des programmes doctoraux en Afrique subsaharienne* (voir : www.iau-aiu.net/content/doctoral-programmes).

Six subventions (10 000 € chacune) seront allouées chaque année sur concours à des projets de partenariat. Le concours s'ouvre le **1^{er} octobre** et la date limite d'envoi est fixée au **15 décembre 2011**.

Les conditions et le formulaire de candidature peuvent être téléchargés sur le site Internet de l'AIU (www.iau-aiu.net/content/calls). Pour plus d'informations, veuillez contacter Isabelle Devylder, Chargée de Programmes à l'AIU (i.devylder@iau-aiu.net).



► PROGRAMMES DOCTORAUX

La deuxième phase du projet de l'AIU sur *le changement de nature des programmes doctoraux* est maintenant lancée. Les pages du site Internet de l'AIU consacrées aux programmes doctoraux ont été créées et présentent: une description du projet, une présentation du groupe international de travail ainsi qu'une liste des résultats obtenus jusqu'ici.

Les pages Internet sur les programmes doctoraux sont disponibles en ligne à: www.iau-aiu.net/fr/content/doctorats. Un **portail** AIU d'information sur les programmes doctoraux est en cours d'élaboration ainsi qu'un nouveau projet de recherche et de partenariat sur les différentes questions abordées également dans la phase initiale de ce projet.

Nous vous invitons à prendre le temps de lire *Le Rapport sur le Changement de nature des études doctorales en Afrique sub-saharienne – Défis et opportunités relatifs à l'élaboration des politiques dans six universités d'Afrique sub-saharienne* et de nous faire part de vos commentaires. Des **bourses LEADHER** sont disponibles pour des projets visant à développer des projets conjoints en matière de développement d'agenda et de missions de recherche, de planification, organisation gestion de la recherche doctorale et plus. Voir **l'appel à projet** page 7 de ce numéro.

Si vous souhaitez prendre part à ces activités, veuillez contacter le Dr Hilligje van't Land, *Directrice, Adhésions et développement des programmes de l'AIU* (h.vantland@iau-aiu.net) en charge de ce projet.

► DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les pages du site Internet de l'AIU consacrées au développement durable sont mise à jour régulièrement et présentent les activités et projets menés par l'AIU, ainsi qu'une importante sélection de documents d'un intérêt particulier pour tous ceux travaillant dans les domaines liés à l'enseignement supérieur et au développement durable. Ceci inclut un accès direct aux principales Déclarations et Chartes, à des ressources en ligne, à des liens vers des projets en éducation (fichier au format PDF), à des liens vers des projets et thèmes de recherche, à des Conférences internationales sur le développement durable, ainsi qu'à une liste des organisations actives dans le domaine du développement durable et leurs coordonnées. N'hésitez pas à nous aider à conserver ces informations le plus à jour possible en nous faisant part de vos commentaires en écrivant à h.vantland@iau-aiu.net.

RIO + 20 : La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (www.uncsd2012.org/rio20/) aura lieu à Rio au Brésil du 4 au 6 juin 2012. Nous vous tiendrons informé des actions concrètes qui concernent l'enseignement supérieur sur **les pages Internet AIU sur le développement durable**: <http://www.iau-aiu.net/fr/node/28>

Contact: h.vantland@iau-aiu.net

⇒ Si vous souhaitez prendre part aux projets de l'AIU, contactez-nous !

AIU - COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

Depuis la dernière mise sous presse d'AIU Horizons, l'AIU a participé à un certain nombre de conférences internationales abordant des thèmes liés au travail effectué par l'Association.

Knowledge Societies: Universities and their Social Responsibilities

5-7 juin, Innsbruck, Autriche

Isabelle Turmaine, Directrice, Centre d'Information et Services de Communication de l'AIU a participé à la rédaction de l'introduction et est intervenue en tant que conférencière lors du second atelier Europe Education organisé par la fondation Asie-Europe (ASEF) en sa qualité de coordinatrice du projet de l'Association sur le renforcement des liens entre l'enseignement supérieur et l'initiative Education pour Tous des Nations Unies menées par l'UNESCO. ASEF avait sélectionné 35 experts et professionnels venus d'Asie et d'Europe via un appel à prendre part à un atelier de travail dont l'objectif principal était de formuler des recommandations pour les universités et les gouvernements au sujet des universités et de leurs responsabilités sociétales. L'atelier était co-organisé par le ASEM Education Hub de la fondation Asie-Europe et l'Université de Innsbruck.



Dernier séminaire U-Multirank

9 juin, Bruxelles, Belgique

La Directrice, Centre d'Information et Services de Communication de l'AIU, a pris part à ce séminaire dont l'objectif était de présenter les résultats que l'étude de faisabilité qui a été réalisée au sujet de la proposition de classement multidimensionnel mondial des universités proposé par le réseau CHERPA. La Directrice était l'un des Membres du groupe de conseil sur le U-Multirank établi dans le cadre de l'étude réalisée, afin de fournir des remarques et commentaires sur le développement de l'outil de classement. La Commission européenne, qui avait mandaté l'étude, annoncera la suite possible à y donner.



1st International Worldviews Conference on Media and Higher Education

16-18 juin, University World News, Inside Higher Ed, OCUFA/Academic Matters, OISE/Université de Toronto, Toronto, Canada

Le Pr. Abdul Razak Dzulkifli, Vice-chancelier de l'Université Sains Malaysia et 1^{er} Vice-président de l'AIU et Agneta Bladh, Directrice du management et Doyenne de l'Ecole internationale de commerce de Jönköping (JIBS) en Suède et Membre du CA de l'AIU, étaient au nombre des conférenciers de cette conférence inaugurale. La conférence a abordé des sujets tels que la manière dont les médias traitent de l'enseignement supérieur, le rôle de



ce nouveau domaine que sont les 'médias sociaux', comment l'enseignement supérieur s'engage vis-à-vis des médias et comment l'opinion publique est modelée par ces interactions.

Panel de Rectrices à l'IAUP

17-20 juin, 16^{ème} rencontre triennale de l'IAUP, New York, États-Unis d'Amérique



Au cours de la conférence, la Secrétaire générale a abordé la question des femmes et du leadership dans l'enseignement supérieur. Cette séance était présidée par la Présidente de l'EUA nouvellement élue, Helena Nazaré (Portugal) et introduite par Ingrid Moses (Australie), ancienne Présidente de l'IAUP. Gulsun Saglamer (Turquie), Christina Ullenius (Suède), Krista Varantola (Finlande) and Eva Egron-Polak ont abordé divers aspect de ce qui est communément connu comme le 'plafond de verre', dressant un état des lieux morose en ce qui concerne la situation des femmes en matière de leadership dans l'enseignement supérieur. Malgré le fait que les chiffres relatifs à l'embauche des femmes montrent que dans de nombreuses parties du monde celles-ci sont plus nombreuses que les hommes, la hiérarchie et la prise de décision reste un sport d'homme. Le panel a reconnu que les accomplissements réalisés doivent être célébrés mais que la question doit rester à l'ordre du jour.

Rencontre du réseau des Chaires UNESCO en éducation ouverte et à distance

18-19 juin, New York, États-Unis d'Amérique



En tant qu'organisation partenaire d'un Chaire UNESCO en éducation ouverte à distance (REL) tenue par l'Université Athabasca au Canada, l'AIU était invitée à assister à la première réunion du réseau liant les deux chaires UNESCO de ce domaine. La seconde chaire est tenue par l'Université ouverte des Pays-Bas. La réunion a permis de déterminer quelles activités les deux réseaux pourraient conjointement entreprendre et comment mobiliser une certaine sensibilisation au sujet des REL. Les résultats d'un questionnaire, conçu afin d'en apprendre davantage au sujet des besoins et intérêts des organisations partenaires en matière de REL, ont été présentés en avant d'une discussion qui s'est concentrée sur les activités qui pourraient être entreprises. Plusieurs initiatives ont été proposées, mais la discussion a mis à l'honneur deux possibilités : établir une carte des REL et développer un programme de doctorat sur les REL.

i-access: Accessible Information Provision for Lifelong Learning Conference

22-24 juin, Copenhague, Danemark



Isabelle Turmaine, Directrice, Centre d'Information et Services



Gauche : Prof A.R. Dzulkifli à la Conférence Worldviews ; droite : participants à la Conférence 2011 de l'EAIE.

de Communication de l'AIU, était l'un des 60 participants (tant décideurs politiques qu'experts) de la conférence «i-access» organisée par l'Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes présentant des besoins particuliers. La conférence faisait office de point de départ à un projet d'une année visant à discuter des implications et de la mise en œuvre pratique de la fourniture d'informations accessibles dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie, et d'offrir des recommandations claires susceptibles d'être utiles à ceux qui, à travers l'Europe, fournissent de l'information afin de soutenir la partage d'informations accessible à tous les apprenants qui en ont besoin.

EAIE 2011 – Cooperate – Innovate – Participate

13-16 septembre, Copenhague, Danemark



Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU et Hilligje van't Land, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes étaient toutes deux invitées à participer à l'édition 2011 de la conférence annuelle de l'EAIE. La Secrétaire générale a pris part au tout premier Dialogue organisé par l'EAIE et portant sur « Creating a global environment for international higher education » ; les discussions qui ont eu lieu entre les conférenciers et avec l'audience ont confirmé que la discussion initiée par l'AIU au sujet de la nécessité de repenser l'internationalisation (voir p. 6 de ce numéro), lors de sa 4e Réunion mondiale des associations en Inde en avril dernier, est d'actualité. Eva Egron-Polak était également invitée à assister à un séminaire restreint afin de réviser et commenter *La charte mondiale sur la mobilité internationale des étudiants* qu'EAIE prépare en collaboration avec le Réseau des associations pour l'éducation internationale. Le Dr. Van't Land a présenté le travail de l'AIU sur les programmes doctoraux lors d'une session menée par l'EUA et organisée en coopération avec l'AIU et la OUI; la session a exploré les différentes tendances et a permis de comparer les opportunités et difficultés auxquelles les universités d'Europe, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine doivent faire face en matière de développement des études doctorales. Plus d'informations au sujet d'EAIE 2011 sont disponibles en ligne : www.eaie.org

Dossier thématique :

STRATÉGIES POUR LE RENFORCEMENT DE L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'ACCÈS ET DE SUCCÈS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR – Perspectives du monde entier



INTRODUCTION AU DOSSIER THÉMATIQUE ET À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2011 DE L'AIU

par **Eva Egron Polak**, Secrétaire Générale de l'AIU et **Elodie Boisfer**, Assistante exécutive de l'AIU (iaiu@iaiu-aiu.net)

Au vu des impératifs multiples

qui conditionnent l'économie et la société de la connaissance au niveau mondial, la plupart des gouvernements nationaux reconnaissent le besoin de dispenser un enseignement supérieur de grande qualité pour tous. S'attacher à garantir l'accès à l'apprentissage et favoriser une participation réussie dans l'enseignement supérieur indépendamment du genre, des compétences/handicaps, et des origines ethniques et socioéconomiques des individus est devenu une priorité dans le monde entier.

C'est précisément cette réalité qui a conduit l'AIU à considérer la question de l'accès équitable (élargissement de la participation) et du succès (rétention) comme l'un de ses thèmes prioritaires il y a plusieurs années. En 2008, la 13^e Conférence Générale de l'AIU a adopté une Déclaration de principe intitulée **Accès équitable, succès et qualité dans l'enseignement supérieur**, qui a désormais été signée et approuvée par un grand nombre d'associations universitaires du monde entier. La Déclaration est disponible sur le site Internet de l'AIU en anglais et en français et les nouveaux signataires sont les bienvenus.

Un projet pilote, lancé par l'AIU en 2010, a tenté de dépasser les principes et les recommandations de la Déclaration de principe pour en apprendre davantage sur les développements institutionnels et les actions concrètes visant à améliorer l'équité en matière d'accès et de succès. Le projet pilote a examiné les politiques et les programmes institutionnels destinés à améliorer l'accès et le succès des étudiants issus de groupes sous-représentés dans dix EES en Asie et dans les Amériques. En tant qu'établissements pilotes, ces derniers ont testé le questionnaire pour en apprendre davantage et partager des approches et des défis institutionnels très différents selon les établissements.

Leurs présentations et les discussions qui ont animé un atelier de travail organisé à l'Université d'Arizona ont également permis un examen critique d'un instrument élaboré par l'AIU pour aider à

conduire les auto-évaluations institutionnelles des politiques et des pratiques dans l'optique d'accroître l'inscription et d'améliorer la progression des étudiants. Dans son article publié dans le « dossier thématique » du présent numéro, le Pr. Manuel J. Fernós, Président de l'Université Interaméricaine de Porto Rico (San Juan, Porto Rico) et Président du Groupe de travail de l'AIU sur l'accès équitable et le succès, fournit plus d'informations sur le travail de l'AIU dans ce domaine.

La seconde initiative dans ce domaine est la Conférence internationale 2011 de l'AIU (organisée avec l'Université Kenyatta à Nairobi, Kenya) dont le thème s'intitule **Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur**. En collaboration avec l'université hôte, l'AIU a choisi ce thème car il répond aux intérêts de ses Membres et d'autres organisations dans le domaine de l'enseignement supérieur. La conférence examinera dans quelle mesure les politiques et les programmes gouvernementaux et institutionnels au niveau mondial cherchent et parviennent à répondre à l'impératif d'accroître et d'élargir l'accès et le succès (bien que ces deux termes aient des définitions différentes selon le contexte) dans l'enseignement supérieur.

Les articles présentés dans ce numéro d'*AIU Horizons* visent à offrir un aperçu de quelques projets, programmes et autres approches mis en place dans le monde entier pour répondre à ces problématiques. Les contextes sont différents mais les objectifs sont clairs et faciles à définir. Pourtant, les atteindre est une tâche bien plus complexe. Elle nécessite que les dits objectifs soient clairs, un engagement commun, des ressources adéquates, de l'expertise et du temps. L'AIU espère que sa prochaine conférence contribuera à illustrer concrètement les efforts et les initiatives des EES dans ces domaines ainsi que les politiques gouvernementales efficaces, et permettra également de partager les bonnes pratiques susceptibles d'être généralisées et adoptées partout ailleurs.

Ces articles visent également à stimuler les discussions lors de la conférence de novembre.



ÉLARGIR L'ACCÈS ET PROMOUVOIR LE SUCCÈS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

par **Manuel J. Fernós**, Président, Université interaméricaine de Porto Rico, États-Unis, Président, Groupe de travail de l'AIU sur l'accès et le succès (mfernoso@inter.edu)



L'Université interaméricaine de Porto Rico a participé au projet pilote de l'AIU sur l'accès équitable et

le succès dans l'enseignement supérieur, et a assisté à l'atelier de travail de l'AIU sur ce thème organisé à l'Université d'Arizona en novembre 2010.

AIU

Cet atelier a cherché à approfondir les résultats des dix universités invitées par l'AIU à entreprendre une auto-évaluation critique de leurs politiques et de leurs pratiques concernant les questions d'accès équitable et de succès (rétention et obtention du diplôme). Cet événement a également permis aux EES participants d'échanger leurs points de vue sur les questions suivantes : Comment les établissements attirent-ils des étudiants qui sont d'une manière ou d'une autre marginalisés dans leurs pays ? Qui sont ces minorités sous-représentées ? Comment ces établissements évaluent-ils leur potentiel et comment accompagnent-ils la progression de ces étudiants ?

Les principales conclusions de l'atelier sont :

- Accroître ou garantir l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur est probablement le problème le plus important à résoudre dans la vaste majorité des systèmes d'enseignement supérieur du monde entier ;
- Les problèmes d'accès et de rétention diffèrent grandement d'un pays à l'autre, tout comme la perception de ces problèmes. L'importance du contexte économique, culturel et politique a été confirmée et bien plus d'informations et de données sont nécessaires à cet égard (mais souvent difficiles à collecter) afin de structurer la discussion et permettre d'établir des comparaisons ;
- L'AIU doit compiler des exemples de pratiques efficaces et constituer une sorte de catalogue susceptible d'asseoir plus concrètement la déclaration de principe de l'Association et les recommandations s'y rapportant. Ces exemples de bonnes pratiques pourraient être utilement partagés dans le monde entier, malgré les contextes différents ;
- L'AIU pourrait être amenée à se concentrer plus particulièrement sur le niveau régional voire même national, et ainsi développer des mesures pour aider les établissements à améliorer leur performance et à apporter une dimension internationale à ces efforts.

Le site Internet de l'AIU contient des informations supplémentaires et les rapports complets du projet.

UNIVERSITÉ INTERAMÉRICAINE DE PORTO RICO

J'ai été ravi de présider le Groupe de travail de l'AIU et d'impliquer pleinement mon université dans le projet. Ce court article est l'occasion pour moi d'aborder quelques questions plus spécifiquement liées à mon université.

L'Université Interaméricaine est située à Porto Rico, l'une des juridictions des États-Unis avec le taux de chômage le plus élevé – officiellement 17% - et des indices élevés en termes d'inégalités économiques – avec un Indice de GINI (indice mesurant le degré d'inégalité en fonction du revenu familial) de 54%. À Porto Rico, il existe deux niveaux de gouvernement (niveau fédéral et niveau de l'État). L'État réglemente la distribution des ressources locales, provenant des impôts. Ces ressources ne couvrent que partiellement les dépenses du système éducatif ; c'est le gouvernement fédéral qui garantit la majeure partie des ressources, en particulier à travers les bourses fédérales Pell dont le but est d'offrir une aide financière aux étudiants. Aujourd'hui, 80% de nos étudiants bénéficient de ces bourses fédérales.

Il est communément admis que les personnes issues de groupes dont les revenus sont les plus faibles sont moins représentées dans l'enseignement supérieur. Pourtant, ce sont précisément ces personnes qui ont le plus besoin de soutien pour être assurés de suivre des études supérieures. Mais en raison de ressources limitées, la plupart des pays ont tendance à devenir de plus en plus sélectifs dans leurs politiques d'admission, et les étudiants issus de catégories à faible revenu susceptibles d'avoir une volonté réelle de progresser et d'obtenir un diplôme d'enseignement supérieur sont souvent exclus du système. La recherche illustre cet état de fait même lorsque des politiques spécifiques sont en place dans certains pays. Les étudiants issus de familles à faible revenu ont toujours les taux d'accès les plus faibles, non pas parce qu'ils ne sont pas suffisamment intelligents pour suivre des études supérieures mais parce qu'ils manquent de moyens appropriés pour y parvenir.

De nouvelles politiques et mesures doivent être mises en place. Les étudiants pourraient avoir l'opportunité d'accéder à l'enseignement supérieur par le biais de bourses associant à la fois critères économiques et qualifications des étudiants ; les établissements pourraient mettre en place un nouveau type de flexibilité académique et des structures de soutien nouvelles ou alternatives.

SUGGESTIONS

Je souhaiterais avancer les suggestions suivantes :

- Les bourses devraient être octroyées directement aux étudiants dont les candidatures sont acceptées par l'établissement d'enseignement supérieur de leur choix, de sorte que ces bourses couvrent les dépenses afférentes à leurs études (frais d'inscription et éventuellement l'hébergement sur le campus) ;
- Des normes d'utilisation de l'aide financière allouée aux étudiants devraient être établies pour en garantir une utilisation appropriée et s'assurer que les personnes qui sont habilitées à recevoir cette aide aient accès aux informations qu'ils recherchent sur ces bourses ;
- Un mécanisme devrait être mis en place pour garantir que les établissements suivent la progression des étudiants

bénéficiaires de l'aide financière durant leurs études et jusqu'à l'obtention de leur diplôme ;

- L'enseignement et la formation à distance devraient être développés pour faciliter la prestation des programmes et combler les lacunes d'apprentissage des étudiants.

L'accès n'est qu'un aspect du « voyage dans l'enseignement supérieur ». Les bonnes pratiques en matière de rétention et les programmes permettant d'aider les étudiants sur le chemin de la réussite sont, de notre point de vue, également essentiels pour garantir le succès. Je me réjouis à l'avance des discussions sur les nouveaux services supplémentaires que pourraient proposer l'Association pour aider les établissements à répondre à ces questions à l'occasion de la Conférence internationale 2011 de l'AIU intitulée **Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur** qui doit se tenir à Nairobi, Kenya, les 16-18 novembre 2011.



ACCÈS ET SUCCÈS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR: LEUR IMPORTANCE DANS LE CONTEXTE ACTUEL

par **Olive Mugenda**, Vice-chancière, Université Kenyatta, Kenya et Vice-présidente de l'AIU
(vc@ku.ac.ke; kuvc@nbnet.co.ke)



Il est largement reconnu que les progrès réalisés par la société au 21^e siècle sont principalement attribuables

aux compétences et connaissances transmises aux étudiants - les citoyens de la nouvelle génération - par les universités. Les économies de la connaissance reposent sur quatre piliers fondamentaux : *le pilier économique et institutionnel*, offrant des mesures incitatives favorisant la création, la diffusion et l'utilisation efficaces des connaissances existantes ; *le pilier de l'éducation*, qui forme une main d'œuvre capable d'utiliser les connaissances efficacement ; *le pilier de l'innovation*, qui garantit que les connaissances mondiales soient véhiculées à l'échelle nationale et adaptées à une utilisation locale, créant ainsi de nouvelles connaissances au niveau local ; et *le pilier des infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TIC)*, qui facilite la communication, la diffusion et le traitement efficaces des informations (voir : www.worldbank.org/wdr/wdr98/contents.htm).

Au niveau mondial, les pays et les populations sont conscients de l'importance d'accroître les possibilités d'accéder à l'enseignement supérieur en raison de ses bénéfices en termes de connaissances. Pour atteindre cet objectif, les différents aspects du savoir doivent être gérés efficacement. Ces aspects incluent la production et la diffusion, l'organisation, l'accessibilité, la formation, la recherche, ainsi que le partage des données et des bonnes pratiques. Au cours des 40 dernières années, l'augmentation du nombre d'étudiants n'a pas été accompagnée d'un renforcement des capacités. Par exemple, au Kenya, les taux

de transition entre le secondaire et le niveau universitaire sont uniquement de 7%¹. Parmi d'autres facteurs, ceci résulte d'un développement inadéquat des infrastructures.

Dans le cadre de la demande croissante de formation de niveau supérieur, les gouvernements et les universités élaborent des politiques qui répondent à l'agenda mondial de l'enseignement supérieur, à savoir : mondialisation, massification, gouvernance, équité, accès et curriculum, assurance qualité, financement, prestation publique/privée, recherche, développement des TIC et engagement social.

La Conférence internationale 2011 de l'AIU que l'Université Kenyatta se réjouit d'organiser en novembre prochain identifiera les moyens d'améliorer l'accès et d'atteindre des résultats de plus grande qualité à une époque où la demande est de plus en plus forte et les ressources de plus en plus limitées. Des approches innovantes visant à répondre aux défis d'équité et d'efficacité feront l'objet de discussions.

Le thème de la Conférence de l'AIU est particulièrement important pour le Kenya et l'Afrique orientale au sens large, région dans laquelle l'accès à l'enseignement supérieur est relativement faible. Bien qu'un certain nombre de gouvernements d'Afrique orientale commencent à développer des politiques ciblées sur l'amélioration de l'accès et des

1. Forum mondial sur l'éducation, Evaluation EPT 2000 : Rapport national / Kenya – Avant-projet, août 1999 (www.unesco.org/education/wef/countryreports/kenya/rapport_2_1.html)

possibilités offertes aux groupes défavorisés, de nombreux défis restent encore à relever. L'un d'entre eux concerne le financement inadéquat du développement des infrastructures universitaires. Bien que des politiques progressistes soient plus faciles à envisager sur le papier, leur mise en œuvre nécessite une allocation ferme et adéquate des ressources.

Dans le cadre des réformes importantes initiées dans l'enseignement supérieur, certains des problèmes clés qu'il sera bon d'aborder durant la conférence et à l'avenir incluent l'expansion quantitative des possibilités d'apprentissage, les modifications qualitatives apportées aux contenus, et la flexibilité en termes de structure et de prestation. À travers l'application de ces modifications, les décideurs politiques et les établissements d'enseignement supérieur continueront de débattre de la nature des réformes requises. Les liens entre les prestataires de l'enseignement supérieur, les entreprises et la société au sens large doivent être mieux évalués, et il est particulièrement important d'accroître la mobilité du personnel dans tous les secteurs afin de favoriser le développement des connaissances et l'échange des résultats de recherche.

Il existe un certain nombre de stratégies appliquées par les universités dans un effort visant à améliorer l'accès et le succès, et il est important à ce titre d'en savoir plus sur les défis de chacun, d'échanger les expériences et même les bonnes pratiques. Par exemple, un certain nombre de mesures innovantes ont été récemment mises en œuvre en vue d'améliorer l'accès au bénéfice des groupes historiquement défavorisés comprenant les étudiantes, les étudiants ayant des besoins particuliers et ceux issus de familles défavorisées. Ces dernières années par exemple, plusieurs pays africains ont mis en œuvre à petite échelle un certain nombre de politiques d'action positive pour lutter contre la discrimination entre les sexes. Ces mesures permettent aux candidates de s'inscrire dans des disciplines dominées par les hommes. Des programmes de prêts étudiants ciblent également les étudiants défavorisés sur le plan économique. Il sera intéressant de mesurer l'efficacité de ces mesures et de comparer les données de différentes régions pour pouvoir formuler et adapter les politiques.



OPPORTUNITÉS POUR TOUS ? LE DÉFI DE L'ÉQUITÉ DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

par **Jamil Salmi**, *Coordinateur de l'enseignement supérieur, Banque mondiale* (Jsalmi@worldbank.org) et **Roberta Malee Bassett**, *Experte en éducation, Développement humain, Europe et Asie centrale, Banque mondiale* (rbassett@worldbank.org)

«*Egalité des chances : courtoisie impertinente d'une invitation offerte à des hôtes indésirables que les circonstances empêcheront à coup sûr d'accepter*»

R. Tawney



réaliste ou durable. Tout le monde ne souhaite pas suivre des études supérieures mais ceux qui le désirent doivent avoir l'opportunité de connaître cette expérience. Améliorer l'équité dans l'enseignement tertiaire nécessite donc de comprendre les obstacles qui freinent ceux qui voudraient participer mais ne le peuvent pas. En dépit des efforts considérables visant à améliorer l'accès dans le monde entier, l'enseignement tertiaire – en particulier le secteur universitaire – reste généralement accessible la plupart du temps aux élites, la grande majorité des étudiants appartenant à des catégories privilégiées de la société.

PRINCIPAUX DÉFIS EN MATIÈRE D'ÉQUITÉ DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Dans le domaine de l'éducation, l'équité est presque devenue un élément banal et pourtant capital dans tout effort de réforme éducative. L'Education pour Tous (EPT) et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont les initiatives mondiales les plus connues qui cherchent à favoriser l'accès universel à l'éducation de base en plaçant l'équité au centre des réformes éducatives internationales depuis plus de 15 ans. L'enseignement supérieur ne peut cependant pas être examiné de la sorte car l'accès universel n'est pas une aspiration

POURQUOI L'ÉQUITÉ EST-ELLE IMPORTANTE ?

Dans le contexte international, la Banque mondiale s'efforce d'examiner les complexités des environnements favorisant un accès inéquitable et les politiques mises en place pour contrebalancer ces forces. Cette étude, intitulée *Equity of Access and Success in Tertiary Education*, (dont la publication est prévue début 2012) résulte du constat suivant : bien que la valeur de l'enseignement supérieur au service du développement durable ait été bien documentée, la question de l'équité dans l'enseignement supérieur n'a jamais reçu une telle attention,

en particulier dans les économies en développement et émergentes.

Supprimer l'inégalité est un impératif de développement pour deux raisons complémentaires : l'équité et l'efficacité. En premier lieu, les traditions religieuses, philosophiques et juridiques considèrent l'équité, dans la plupart des cultures, comme une préoccupation majeure. Les théories modernes de justice distributive ont façonné les mentalités des sociétés sur l'équité, permettant de faire bouger les lignes traditionnelles de la justice sociale en privilégiant les opportunités au détriment des résultats – comme le bien-être ou les services.

L'argument de l'efficacité économique en faveur de la promotion de l'équité est tout aussi important. Un diplômé de l'enseignement secondaire talentueux et issu d'une famille à faible revenu et/ou d'une minorité à qui l'on refuse le droit de suivre des études supérieures représente une perte nette de capital humain à la fois pour l'individu et la société au sens large. Le manque d'opportunités en termes d'accès et de réussite dans l'enseignement supérieur entraîne des ressources humaines sous-développées et une pénurie en termes de capacité empêchant de profiter des retombées économiques et sociales.

Ainsi, dans l'intérêt de la justice sociale et de l'efficacité économique, chaque individu doit avoir la même chance de suivre des études supérieures et de profiter de ses avantages indépendamment des revenus et d'autres caractéristiques individuelles comme le genre, l'ethnicité, la religion, la langue et le handicap.

Dans les faits, les protestations du monde arabe en 2011 montrent sans équivoque que l'équité en matière d'accès à l'enseignement supérieur est également importante pour garantir la stabilité et l'ordre dans la société. Les révolutions en Tunisie et en Égypte, et les manifestations de rue dans plusieurs pays du Moyen Orient et du Maghreb sont aussi en grande partie le résultat d'un manque d'opportunités offertes aux étudiants désireux de suivre des études supérieures et d'un manque d'offres d'emplois proposées aux diplômés.

GROUPES CIBLES : L'ÉQUITÉ POUR QUI ?

Toute étude sur l'équité dans l'enseignement supérieur doit prendre en compte les groupes cibles suivants : les individus issus de groupes dont les revenus sont les plus faibles, les groupes appartenant à une minorité, les femmes et les personnes handicapées. Au Chili par exemple, le taux d'inscription au niveau tertiaire pour les catégories sociales les plus riches est presque quatre fois supérieur au taux d'inscription des plus pauvres. En Argentine, le taux d'inscription des plus riches est cinq fois supérieur au taux d'inscription des plus pauvres, et il est 18 fois supérieur au Mexique. Dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne, les enfants des couches sociales les plus aisées représentent 80% des étudiants inscrits dans le supérieur alors que les 40% les plus pauvres représentent uniquement 2% des effectifs étudiants.

Dans l'enseignement supérieur, les inégalités entre les sexes subsistent dans toutes les régions du monde en développement, particulièrement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Même dans les pays où la parité hommes-femmes a été atteinte dans l'enseignement supérieur, on observe que les femmes sont souvent orientées vers des types spécifiques d'établissements non-universitaires et vers des disciplines spécifiques débouchant sur des professions mal rémunérées. Les femmes sont généralement surreprésentées en lettres et en sciences humaines et très souvent sous-représentées en science et en ingénierie. Elles sont aussi largement sous-représentées à des postes de direction aussi bien dans l'enseignement supérieur que dans d'autres secteurs.

Bien que les données fiables sur la situation des personnes handicapées dans l'enseignement supérieur dans le monde en développement restent limitées dans l'ensemble des régions, des éléments de preuve suggèrent qu'elles continuent d'être le groupe le plus défavorisé et le plus marginalisé de la société. En Namibie, 41% des femmes handicapées et 37% des hommes handicapés ne sont jamais allés à l'école, contre 17% des femmes non handicapées et 15% des hommes non handicapés.

Bien que chaque groupe cible ait chacun sa propre importance, il est cependant important de noter que ces catégories ne s'excluent pas mutuellement. Par exemple, être une fille handicapée issue d'une caste inférieure dans l'Inde rurale présente des défis considérables dont la multiplicité est incontestablement propice à une vie d'exclusion et de discrimination.

DÉTERMINANTS DE L'INÉGALITÉ

Il existe des obstacles non monétaires et financiers empêchant l'accès à l'enseignement supérieur. Les compétences académiques, l'accès à l'information, la motivation, la rigidité des processus d'admission des universités, l'environnement familial et d'autres formes de capital culturel font partie des raisons non monétaires reconnues comme d'importants facteurs susceptibles d'expliquer la faible participation des individus à faible revenu dans l'enseignement supérieur. Les élèves du secondaire dont les notes sont les plus basses et/ou qui sont très peu aidés par leur parents dans leur travail scolaire sont moins susceptibles d'obtenir les notes requises permettant d'intégrer l'université. Les parents, à l'instar des étudiants issus de familles à faible revenu, ne sont souvent pas au courant des ressources et des informations disponibles pour les guider dans leur demande d'inscription à des établissements d'enseignement supérieur.

Les étudiants à faible revenu sont confrontés à trois catégories principales d'obstacles monétaires : l'obstacle coût-bénéfice, l'obstacle liquidité (contrainte de paiement) et l'obstacle aversion pour les dettes (contrainte de liquidité internalisée). Une publication récente a comparé le caractère abordable et accessible de l'enseignement tertiaire dans quatre pays d'Amérique latine à des pays de l'OCDE à haut revenu, et a constaté que les « familles latino-américaines devaient

payer 60% du revenu par habitant pour financer des études supérieures par étudiant et par an, contre 19% dans les pays à haut revenu ».

Un enfant né dans les régions rurales de Bolivie a 1,7% de chances de suivre des études supérieures, contre 51% pour la fille ou le fils d'un salarié habitant La Paz. À l'instar des enfants boliviens, la plupart des enfants dans les pays en développement sont confrontés à des circonstances difficiles qu'ils ne maîtrisent pas – race, genre, origine géographique, milieu socio-économique – qui diminuent considérablement leurs chances d'aller à l'école, d'y rester et d'obtenir un diplôme d'enseignement secondaire. Au niveau tertiaire, les jeunes gens issus de groupes défavorisés sont confrontés à des obstacles supplémentaires : le coût des études, une préparation académique insuffisante, un manque de motivation et un manque d'accès aux informations sur les perspectives d'emploi des différents établissements et programmes académiques.

IMPLICATIONS POLITIQUES

Les premières conclusions de l'étude de la Banque mondiale sur l'équité indiquent que les politiques de promotion de l'équité les plus efficaces permettant d'accroître les chances des étudiants défavorisés de suivre des études supérieures sont celles qui

combinent l'aide financière avec des mesures dont l'objectif est de dépasser les obstacles non financiers – répondre au contexte global de l'équité au lieu d'adopter des approches fragmentaires face aux défis individuels. Tout d'abord, il est clairement établi qu'une aide financière bien ciblée et gérée efficacement peut permettre de réduire les obstacles financiers empêchant l'accès à l'enseignement tertiaire. Ces obstacles peuvent être réduits en combinant trois méthodes permettant d'aider les étudiants issus de groupes défavorisés : (1) pas de frais d'inscription ou un coût très abordable ; (2) les bourses ; et (3) les prêts aux étudiants. Deuxièmement, de nombreux pays sont parvenus à mettre en place des programmes d'aide et de transition avec les écoles secondaires (établir des partenariats avec des établissements K-12 et faire comprendre dès le plus jeune âge aux élèves l'importance d'intégrer l'université), réformer les procédures de sélection et/ou les programmes d'admission préférentiels, les établissements et les programmes spéciaux destinés aux groupes défavorisés, et les programmes de rétention visant à améliorer les taux d'achèvement des études. Personne n'a résolu le mystère permettant de dépasser les obstacles ancrés historiquement et empêchant le succès dans l'enseignement supérieur avec une seule directive politique, mais cette nouvelle compréhension des composantes d'approches politiques complémentaires efficaces offre un modèle utile en vue d'apporter des réponses innovantes à l'avenir.



DÉFIS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN AFRIQUE DU SUD : IMPLICATIONS EN MATIÈRE D'ACCÈS ÉQUITABLE ET DE SUCCÈS

par **John C Mubangizi**, Vice-chancelier adjoint et Directeur, College of Law and Management Studies, Université de KwaZulu-Natal, Afrique du Sud (Mubangizij@ukzn.ac.za)



Les principaux défis rencontrés par le système d'enseignement supérieur sud-africain sont décrits dans le Livre blanc n° 3 sur l'éducation datant de 1997 : *réparer les inégalités passées et transformer le système d'enseignement supérieur au service d'un nouvel ordre social, répondre aux besoins nationaux les plus urgents et répondre aux nouvelles réalités et aux nouvelles opportunités*. Dans ce contexte, le premier défi vise à reconstruire les relations sociales et économiques en vue de supprimer et de redessiner les modèles inéquitables de propriété, de richesse et de pratiques socio-économiques découlant de la ségrégation et de l'apartheid¹. Ceci implique de dépasser les héritages du passé en termes de mentalités et de différenciation basée sur la race

et la couleur de peau. Le deuxième défi de l'Afrique du Sud consiste à remettre sur les rails, un système scolaire secondaire dysfonctionnel toujours confronté aux héritages ci-dessus mentionnés. En découle le défi de l'équité et de la transformation – équilibrer la répartition des étudiants en fonction de leur race, de leur genre et de leur classe sociale dans divers domaines et niveaux d'études ainsi que la représentativité raciale et l'égalité hommes-femmes au sein du personnel.

L'insuffisance du financement public est un autre défi important auquel le secteur de l'enseignement supérieur sud-africain est confronté. La formule de financement du gouvernement actuel ne garantit pas par exemple le financement des logements étudiants. En conséquence, le statut des logements dans les établissements d'enseignement supérieur est un motif de grande inquiétude. Cette situation est l'une des principales causes des manifestations étudiantes survenues récemment dans de nombreux établissements d'enseignement supérieur. Une autre cause essentielle de l'agitation des étudiants est le manque

1. Livre blanc n°3 sur l'éducation – un programme pour la transformation de l'enseignement supérieur Programme, Ministère de l'Éducation, Pretoria, 1997. www.chea.ac.za/documents/d000005/

d'aide financière suffisante destinée aux étudiants qui n'ont pas les moyens de payer leurs frais d'inscription. Le financement assuré par le *National Student Financial Aid Scheme of South Africa* (NSFAS) est largement insuffisant et le seuil limite d'éligibilité à l'aide financière est tel qu'une grande partie des étudiants qui mériteraient d'obtenir cette aide est exclue du soutien du NSFAS.

La question de la langue et du multilinguisme présente également un défi unique. La langue principale d'enseignement (anglais ou afrikaans) est une seconde langue voire une langue étrangère pour de nombreux étudiants sud-africains du supérieur. Les étudiants issus de milieux scolaires défavorisés doivent apprendre une seconde voire une troisième langue. La recherche montre que l'utilisation de la langue et la réussite académique sont étroitement liées. Les étudiants qui doivent apprendre une seconde ou troisième langue sont donc désavantagés; la situation est aggravée par un milieu scolaire de qualité médiocre³. Ceci a des implications significatives en matière d'accès équitable, de réussite et de capacités. Il n'est donc pas étonnant que les taux de réussite des étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur sud-africains soient extrêmement préoccupants. Il apparaît que seulement 15% des étudiants inscrits dans des universités sud-africaines terminent leur cursus dans les délais requis; 30% abandonnent leurs études après la première année et 20% supplémentaires les abandonnent après la deuxième ou troisième année³. La plupart sont des étudiants noirs issus de milieux anciennement (et toujours) défavorisés.

2. S. Jaffer, D. Ng'ambi & L. Czerniewicz, «The role of ICTs in higher education in South Africa: One strategy for addressing teaching and learning challenges» *International Journal of Education and Development using Information and Communication Technology* 2007, Vol. 3, Numéro 4, pp. 131-142.

3. F. Strydom, GeKuh & My Mentz, «Enhancing success in South Africa's higher education: measuring student engagement» *Acta Academica* 2010, 42(1), pp. 259-278.

Par ailleurs, d'autres défis existent en matière d'efficacité et d'efficacités. Le premier des problèmes se caractérise par une déficience en termes de gouvernance et de gestion. On a vu plusieurs établissements d'enseignement supérieur presque paralysés par une mauvaise gouvernance et un mauvais leadership. C'est le cas des établissements dont la direction ignorait les principes de bonne gouvernance, à savoir: la démocratie, la responsabilité et la transparence. Deuxièmement, en Afrique du Sud, la base de connaissances et de compétences est faible, ce qui pose un autre problème. On constate par ailleurs des manquements graves en termes de capacités académiques et de recherche. En conséquence, le recrutement et la rétention appropriés de personnel académique et de chercheurs au sein des établissements d'enseignement supérieur représente un défi considérable.

Le développement et l'utilisation efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) est un autre défi important auquel le secteur de l'enseignement supérieur sud-africain est confronté. La plupart des établissements d'enseignement supérieur sud-africains n'ont pas su évoluer au même rythme que la croissance et le développement des TIC et n'exploitent donc pas la fonctionnalité de ces technologies à des fins d'efficacité et d'efficacités.

Les défis mentionnés ci-dessus ont des implications importantes en matière d'accès équitable et de succès. Dans un passé récent, les universités sud-africaines ont enregistré une forte baisse des inscriptions. Cela dit, la question de l'inscription des étudiants non préparés ou mal préparés à l'enseignement supérieur est encore plus inquiétante. Cette réalité a entraîné un faible taux d'inscription dans de nombreux établissements d'enseignement supérieur sud-africains. Il s'agit peut-être du défi le plus important car il influe fortement sur le nombre de diplômés disponibles pour répondre au manque de compétences de haut niveau sur le marché du travail.



ACCÈS ET SUCCÈS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR JAPONAIS

by **Masayuki Kobayashi**, *Center for Research and Development of Higher Education, The University of Tokyo, Japan* (masadayo@he.u-tokyo.ac.jp)



PROBLÉMATIQUES

Cet article traite de quatre problématiques ayant

trait à l'accessibilité à l'enseignement supérieur japonais: les frais d'inscription à l'université et les programmes d'aide financière aux étudiants; la situation actuelle de l'accès et de l'égalité dans l'enseignement supérieur; le partage des coûts dans l'enseignement supérieur; et les politiques mises en place pour

répondre à ces questions, comprenant notre enquête récente sur l'accès et l'égalité dans l'enseignement supérieur. J'aborderai ces questions une à une.

POLITIQUE DE FRAIS D'INSCRIPTION ET PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS

Les frais d'inscription des universités japonaises ont considérablement augmenté ces dernières années; en 2010,

les frais d'inscription des universités nationales sont ainsi plus de quarante fois supérieurs à ceux de 1972. Le principal facteur pouvant expliquer cette hausse est la réduction rapide des aides publiques allouées aux universités. D'autre part, les prêts octroyés par l'Organisation japonaise des services aux étudiants, l'organisme public de prêts étudiants le plus important du pays, ont augmenté rapidement ; aujourd'hui, le volume total des prêts est dix fois plus important qu'il y a dix ans. Ces aides étant des prêts et non des bourses octroyées aux étudiants de premier cycle, la dette est plus importante qu'avant.

POSSIBILITÉ D'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PAR TRANCHE DE REVENU

La hausse rapide des frais d'inscription et la dette ont sérieusement affecté les familles ayant des enfants en âge d'intégrer l'université, influençant ainsi leur décision d'inscrire ou non leurs enfants à l'université. Cette réalité est confirmée par notre enquête nationale de 2006 portant sur quatre mille groupes d'étudiants et de parents, et qui apporte des preuves solides de l'inégalité dans l'enseignement supérieur liée aux revenus familiaux. Le rapport d'enquête a été publié en japonais par le Centre de gestion et de politique sur les universités de recherche, à l'Université de Tokyo. Certains résultats figurent dans mon article (Kobayashi - 2008). Le taux d'inscription d'étudiants issus des catégories sociales dont les revenus sont les plus faibles est seulement de 35%, tandis que la part de ceux issus des catégories les plus aisées est de 61%. L'inscription dans des universités privées est notamment fortement liée aux catégories de revenu. Ceci n'est cependant pas le cas des universités nationales et publiques. Ces universités ont contribué à élargir les opportunités d'accès à l'enseignement supérieur à toutes les catégories de revenu, proposant des frais d'inscription relativement abordables par rapport aux universités privées.

QUI DEVRAIT PAYER ?

Malgré l'inégalité ci-dessus mentionnée, le Japon enregistre de façon générale un taux d'inscription relativement élevé et une égalité relative en matière d'accès à l'enseignement supérieur ; l'inégalité, plus importante dans le secteur privé, est quant à elle compensée par l'égalité dans le secteur public. Ceci peut être décrit comme la « réussite » de l'enseignement supérieur japonais. Nous avons également constaté que cette réussite repose sur une très forte volonté parentale de payer les études supérieures de leurs enfants, même parmi les familles à faible revenu. La part du foyer consacré aux dépenses dédiées à l'enseignement supérieur correspond à plus de la moitié du coût total de l'enseignement supérieur, et représente la part la plus élevée du monde (OCDE, *Regards sur l'éducation 2010* - www.oecd.org/edu/eag2010). Il peut paraître ironique que la volonté des parents de prendre en charge l'éducation de leurs enfants camoufle cette inégalité en matière d'accès à l'enseignement supérieur, inégalité qui se creuserait si les parents ne payaient pas. Le comportement

des parents atténue l'impact politique et social de cette question d'inégalité dans le contexte japonais. Cependant, les parents pourraient ne plus être capables de conserver la même attitude à l'avenir. Les parents issus de catégories sociales à faible revenu en particulier, risquent de ne plus pouvoir payer les études supérieures de leurs enfants en raison des inégalités croissantes des revenus au Japon. Certains peuvent prétendre que les prêts étudiants sont à la disposition des étudiants issus de familles à faible revenu, mais il se peut que les prêts ne soient pas un moyen efficace de réduire la charge financière. Des éléments de l'enquête montrent une aversion pour les prêts chez ces familles.

DÉFIS ET TÂCHES

Pour résoudre ce problème, le Conseil central japonais sur l'éducation a proposé un nouveau système de bourses et de prêts visant à améliorer l'accès à l'enseignement supérieur des étudiants issus de catégories à faible revenu. En outre, notre projet de recherche envisage, en collaboration avec le Conseil, une nouvelle enquête nationale sur l'accès et l'égalité des chances en matière d'éducation. Notre projet envisage également une enquête comparative dont le but est de comparer les réformes éducatives initiées dans d'autres pays. Nous avons ainsi étudié les réformes éducatives et en particulier les politiques sur les frais d'inscription et les programmes d'aide financière aux étudiants en Allemagne, en Angleterre, en Australie, en Chine, en Corée, au Japon, aux États-Unis et en Suède. Certains résultats de l'étude sont publiés dans Kobayashi (ed.) 2008.

Nous essayons donc de réduire les différences en matière d'accès à l'enseignement supérieur dans le cadre de finances publiques très limitées. Par ailleurs, certaines universités, comme l'Université de Tokyo, ont mis en œuvre de nouvelles politiques qui permettent l'exemption des frais d'inscription pour les étudiants issus de familles à faible revenu. Notre nouvelle enquête, dont les résultats seront publiés en ligne et en japonais en 2013, doit révéler la réussite de ces réformes.

Les références citées sont listées dans la bibliographie page 24.



POSTES OUVERTS AU RECRUTEMENT À L'UNESCO

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Deux postes de Management sont ouverts au recrutement :

Chef de la Section de l'enseignement supérieur (P5)

Chef de la Section de la planification sectorielle et des mesures d'urgence (P5)

Date de dépôt des candidatures : **23 novembre 2011**
Plus d'information en ligne à : www.unesco.org/employment



AVANCÉE OU REcul ? L'ACCÈS À L'ÉDUCATION DANS LES PAYS ARABES

par **Kamal Abouhedid**, Vice-président adjoint en charge des affaires académiques, Université Notre Dame de Louaizé, Liban (kabouhedid@ndu.edu.lb)



Lorsque l'on observe attentivement la vitesse impressionnante à

laquelle l'éducation s'est transformée

ces dernières années dans le monde arabe, on peut se demander si cette transformation a pris en compte les besoins des populations défavorisées et vulnérables en termes d'apprentissage et de rétention. Si l'on jette un coup d'œil rapide à l'évolution de l'accès à l'éducation dans le monde arabe au cours des dernières années, on constate immédiatement une hausse considérable des taux de scolarisation en termes absolus. Malgré cette progression, le Taux Brut de Scolarisation (TBS) dans le monde arabe reste inférieur au TBS enregistré au niveau international, et la persistance des variations prononcées en termes d'accès à l'éducation, à la fois dans et entre les pays, continue d'avoir un impact sur les stratégies visant à atteindre les objectifs de l'Éducation pour Tous. Ce court article entend examiner les progrès et les reculs de l'accès à l'éducation dans les pays arabes¹, et attirer l'attention sur des domaines dans lesquels il apparaît impératif d'envisager des réformes immédiates.

En effet, de nombreux pays arabes ont amélioré l'accès à l'éducation ces dernières années. On peut observer aujourd'hui des ribambelles d'écoliers courir dans les salles de classe, des candidats à l'université se bousculer aux portes des bureaux d'admission, des campus fourmillier d'étudiants, et des grappes de jeunes diplômés lancer en l'air leurs coiffes pour célébrer la transition précaire entre l'enseignement supérieur et le marché du travail. Cependant, cette image s'éclipse lorsque l'on observe d'autres pays arabes en proie à l'instabilité politique et au déclin économique comme le Yémen et l'Irak, qui accusent un retard considérable en matière d'accès à l'éducation à tous les niveaux. En Irak, par exemple, on comptait 805 écoles maternelles totalisant 138 190 enfants en 2008/2009, soit un TBS de 7% (6% au Centre, Bagdad, et 12% dans la région, Erbil)². Ce taux de scolarisation de la petite enfance est très faible par rapport au TBS de 46% enregistré au niveau international, et de 28% dans les pays du Moyen-Orient et du Maghreb en 2008³.

La croissance démographique, combinée à une demande accrue en matière d'éducation et aux politiques et mesures mises en place par de nombreux gouvernements arabes au cours des vingt dernières années, a sans aucun doute participé

à augmenter considérablement le nombre d'écoles primaires et d'établissements d'enseignement supérieur. Le nombre d'universités illustre bien cette augmentation : la région comptait 467 universités en 2009, contre simplement 174 il y a dix ans, soit un nombre 2,7 fois supérieur⁴. Dans un même ordre d'idées, le Sultanat d'Oman, dont la population était de 654 000 habitants en 1970, comptait à cette époque 3 écoles primaires accueillant seulement 909 élèves. Avec une population de 2,557 millions d'habitants en 2006 (40% d'Omanais), le nombre d'écoles est passé à 1 046 avec un total de 568 074 élèves⁵, principalement en raison de la découverte de pétrole qui a considérablement enrichi le pays⁶. Le Qatar voisin n'est pas un cas atypique et a enregistré ces dernières années une hausse très importante du nombre d'écoles et d'établissements d'enseignement supérieur (EES), y compris dans le secteur public, qui comprend des écoles indépendantes et spécialisées, et dans le secteur privé, qui comprend aussi bien des écoles internationales et communautaires que des écoles arabes. Malgré le manque manifeste de données sur la répartition des élèves par nationalité à travers les différents types d'écoles primaires au Qatar, les données disponibles montrent que l'enseignement préscolaire est principalement pris en charge par le secteur privé qui s'occupe de gérer la majorité des écoles accueillant les enfants des expatriés occidentaux anglophones, même si les familles locales inscrivent également leurs enfants dans ces écoles⁷. Un article récent tiré du rapport *Living and Working in Gulf States & Saudi Arabia*⁸ a révélé que certaines écoles privées limitaient l'inscription des élèves en fonction de leur nationalité ; d'autres écoles ont des règles en matière de religion, considérant que les familles locales ont tendance à envoyer leur enfants dans des écoles privées arabes et non étrangères.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur au Qatar, l'Education City, située dans la région de Doha, est récemment devenue une plateforme internationale pour l'enseignement transfrontalier, abritant des campus affiliés à des universités américaines et européennes de renom⁹ qui jouent un rôle important dans la transformation de l'éducation au Qatar, « délaissant souvent les locaux au profit des étrangers »¹⁰ et posant ainsi la question de la compatibilité entre l'accès des Qataris à l'enseignement supérieur et leurs cultures locales.

4. www.arche10.org, consulté le 12 septembre 2011.

5. Ministère de l'Éducation, Département des statistiques, Sultanat d'Oman (2006).

6. Bahjat, G. (1999). Education in the gulf monarchies: retrospect and prospect. *International Review of Education*, 45(2), 127-136.

7. www.onlineqatar.com/education/, consulté le 12 septembre 2011.

8. www.justlanded.com/english/Qatar/Qatar-Guide/Education/Private-Schools, consulté le 20 septembre 2011

9. <http://chronicle.com/article/In-Qatar-Educators-From/125655/>, consulté le 20 septembre 2011

10. Bashshur, M. (2009). Observations from the edge of the deluge, in *Trajectories of education in the Arab world: legacies and challenges*. USA: Routledge.

1. Pays Membres de la Ligue arabe.

2. Le TBS est défini comme le ratio entre le total des effectifs d'élèves inscrits dans un degré spécifique d'enseignement, quel que soit leur âge, et le total de la population ayant le droit et l'âge légal d'entrée à l'école au même degré d'enseignement.

3. Données EdStats.

L'augmentation du nombre d'étudiants et d'établissements d'enseignement dans de nombreux pays arabes est confirmée par un récent rapport de l'UNESCO qui montre qu'entre 1998 et 2008, les effectifs étudiants dans la région arabe sont passés de 2,9 millions en 1998/1999 à 7,6 millions en 2007/2008¹¹. Parallèlement, la population totale est passée de 229,3 millions à 319,8 millions, soit une hausse de 139%, indiquant que la hausse des effectifs est partiellement due à la croissance démographique, le nombre d'étudiants étant passé durant la même période de 1 294 à 2 379 pour 100 000 habitants, soit une augmentation de 184%. Le TBS est quant à lui passé de 18% à 22% uniquement, restant bien en retrait du TBS enregistré au niveau international. Considérées séparément, d'importantes variations du TBS peuvent être identifiées entre les pays arabes : 1) les pays dont le TBS est supérieur à 40% (Jordanie, Koweït, Liban, Lybie et Palestine) ; 2) les pays dont le TBS est inférieur à 19% (Irak, Mauritanie, Maroc, Somalie, Soudan et Yémen) ; et 3) les pays dont le TBS oscille entre 20% et 39% (Algérie, Bahreïn, Égypte, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Syrie, Tunisie et Émirats

11. www.arche10.org

arabes unis)¹². Par ailleurs, les pays arabes foisonnent d'exemples illustrant les différences régionales au sein des pays en matière d'accès à l'éducation à tous les niveaux.

Les pays arabes continuent d'enregistrer des progrès considérables en ce qui concerne l'élargissement de la participation à l'éducation mais doivent encore concentrer leurs efforts sur un plus grand nombre de possibilités prometteuses pour combler les manquements existants en matière d'accès à l'éducation dans l'optique de réaliser pleinement le potentiel des générations futures, en particulier les classes sociales défavorisées et marginalisées. Des progrès réels doivent être réalisés pour résoudre la question de l'accès inéquitable à l'éducation entre les pays et les sociétés ; sans cette avancée, l'éducation dans les pays arabes risque de continuer de reproduire les inégalités sociales et les clivages économiques.

12. Ibid.



SIS CATALYST – LES ENFANTS : ACTEURS DE CHANGEMENT DE LA SCIENCE ET DE LA SOCIÉTÉ

par **Tricia Jenkins** MBE, Directrice, International Centre for Excellence in Educational Opportunities, Université de Liverpool, RU (tjenkins@liv.ac.uk)



Ce projet de quatre ans est financé par le Programme-cadre de la Commission européenne et implique un consortium

de plus de 30 partenaires/ conseillers de 23 pays. Il s'agit de l'un des premiers plans d'action de mobilisation et d'apprentissage mutuel (MML) qui aboutiront à de nouvelles manières de pratiquer la recherche, de répondre aux « grands défis » et de développer des technologies qui intègrent les besoins et les préoccupations de la société.

De par le monde, il existe des rues où 8 jeunes gens sur 10 vont à l'université ; il existe également des quartiers où le ratio est inférieur à 8 sur 100. Les raisons de cet écart sont à la fois historiques, socio-économiques mais également culturelles. L'endroit où il vit et le revenu de ses parents définissent les perspectives de vie d'un enfant. Cependant, de plus en plus d'universités commencent à se poser la question suivante : quel rôle peuvent-elles jouer pour répondre à cette inégalité ?

Dans le cadre d'une approche élargie, SIS Catalyst considère la science comme des segments d'apprentissage interconnectés car nous pensons que les solutions aux futures grandes questions de la recherche prendront forme dans un travail interdisciplinaire, libéré des frontières artificielles que nous avons créées entre les disciplines académiques. L'apprentissage collectif aux niveaux institutionnel et communautaire est au cœur du processus.

SIS Catalyst est un projet ambitieux qui cherche à identifier les changements culturels dans lesquels nous devons nous engager pour répondre à la question fondamentale consistant à définir la manière dont nous pouvons intégrer les enfants dans notre apprentissage institutionnel. Le rythme des changements s'accélère et la capacité de nos enfants à évoluer dans une technologie en développement constant les mettra bientôt dans une position qui dépassera notre capacité d'enseignement. Nous nous devons de reconnaître que l'heure est désormais venue pour nous d'apprendre de nos enfants ; d'apprendre des uns des autres pour leur avenir.

Le projet comporte deux principaux axes de travail ; la généralisation de la science dans les activités sociétales destinées aux enfants, à travers la mise en place de directives pratiques et simples et d'un soutien approprié ; et la mobilisation des processus politiques requis pour opérer un changement. Le projet se décline en trois thèmes transversaux : être à l'écoute des jeunes, reconnaître le rôle des étudiants et établir le dialogue

avec les acteurs clés (organisateur, chercheurs scientifiques et gestionnaires). Ces thèmes seront interconnectés pendant toute la durée du projet SIS Catalyst pour garantir que ces perspectives spécifiques soient prises en compte à tous les niveaux.

Notre travail portera sur les jeunes individus qui ont actuellement peu de chances d'avoir accès à l'enseignement supérieur, et un élément important du projet consistera à identifier les « minorités définies localement », première étape importante en vue de définir les cibles et les priorités en matière d'inclusion sociale, à la fois aux niveaux institutionnel, national et européen. Notre société a besoin des talents et des idées de tous nos jeunes.

Dans la mesure où ce projet implique les enfants et les étudiants, une partie du travail portera spécifiquement sur l'éthique de cette démarche, et nous élaborerons à ce titre des lignes directrices avec une applicabilité paneuropéenne. L'impact du projet sera mesuré à travers le développement d'outils qui permettront aux établissements d'enseignement supérieur de

s'auto-évaluer et de tester leurs progrès à la fois aux niveaux stratégique et pratique, et de contextualiser ces éléments dans un cadre régional, national, européen et mondial.

Octavio Quintana Trias, Directeur de l'Espace européen de la recherche, a déclaré : « En plaçant l'éducation au cœur du dialogue entre la science et la société, et en considérant les enfants comme des acteurs très importants de la relation entre la science et la société, ce nouveau projet regroupe les principaux thèmes requis pour favoriser les comportements responsables dans une société durable ».

Nos enfants grandissent dans un monde où notre belle planète Terre est sous la menace directe de nos activités humaines, où la technologie se développe de manière exponentielle et où notre capacité à communiquer de façon universelle devient monnaie courante. Notre société et nos établissements doivent trouver un moyen d'être en phase avec ces changements.

Pour plus d'informations : www.siscatalyst.eu



ACCÈS ET ÉQUITÉ DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES¹

par **Francisco Lopez-Segrera**, Conseiller pédagogique, Global University Network on innovation (GUNi), Espagne (francisco.lopez-segrera@upc.edu)



Au niveau mondial, les effectifs étudiants sont passés de 13 millions en 1960 à 159 millions

en 2008 selon l'*UIS Global Education Digest, 2010* (page 170). L'inégalité en matière d'accès, qui peut prendre différentes formes (genre, ethnicité, religion, classe sociale), continue de priver de nombreuses personnes possédant pourtant suffisamment de compétences de poursuivre des études universitaires. Les taux bruts de scolarisation pour le supérieur (TBS) sont de l'ordre de 70% en Amérique du Nord et en Europe occidentale, de 38% en Amérique latine et dans les Caraïbes, de 22% dans les États arabes, et de 5% en Afrique subsaharienne. En 2005, les universités privées de l'Ivy League aux États-Unis, comme Princeton, Yale et Harvard, ont dépensé 100 000 \$ ou plus par étudiant. A titre comparatif, l'Université de Dar-es-Salam a dépensé 3 239 \$ par étudiant.

Les TBS en Amérique latine et dans les Caraïbes sont passés de 17% au début des années 1990 à 38% en 2008, mais cet élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur ne s'est pourtant pas accompagné d'une diminution proportionnelle de l'inégalité (voir tableau 1 et 2). Néanmoins, dans certains pays comme Cuba, l'Argentine, le Brésil, la République dominicaine et le Venezuela, cette expansion s'est accompagnée d'un recul des inégalités sociales, même si dans certains pays comme

le Brésil et la République dominicaine, l'indice de pauvreté reste toujours élevé (voir tableau 2). Dans de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en raison de l'indice de pauvreté élevé et du faible niveau d'accès à l'éducation de base, c'est principalement la classe moyenne qui a profité de cette expansion (voir tableau 1). En Amérique latine et dans les Caraïbes, seuls 23% (femmes) et 26% (hommes) des classes sociales les plus pauvres achèvent avec succès leurs études secondaires; les chiffres sont respectivement de 81% et 86% pour les catégories les plus riches. Dans les pays andins, on estime qu'à peine 45% de la population qui achève ses études secondaires accède à l'enseignement supérieur, et l'accès à l'ES pour la population âgée de 20 à 24 ans vivant dans les zones urbaines et appartenant aux couches les plus pauvres est de moins de 3%.

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont la moyenne la plus faible au monde en ce qui concerne l'indice d'équité en matière d'éducation. Dans la plupart des pays, près de 50% des individus issus des classes sociales les plus riches ont accès à l'enseignement supérieur. Cette proportion se situe entre 10% et 20% pour les catégories les plus pauvres. Les groupes à faible revenu ont tendance à être exclus des établissements d'enseignement supérieur; ils étudient souvent dans des écoles de qualité inférieure, ce qui les empêche de satisfaire aux critères de sélection académique définis par les EES.

Les systèmes éducatifs du Chili et du Brésil sont les plus élitistes. Malgré d'importantes politiques de discrimination positive mises en place par le Gouvernement Lula, le taux de fréquentation des universités pour les étudiants brésiliens noirs âgés de 19 à 24 ans est de 6%, contre 19% pour les Brésiliens blancs. Au Brésil, 59% des étudiants sont inscrits dans des universités publiques et 74% des inscrits dans des établissements privés appartiennent aux catégories les plus riches, cette proportion atteignant 52% au Chili. Au Mexique, la proportion est de 58% pour les étudiants issus des catégories les plus riches, et de 6% pour les plus pauvres. Au Chili, la proportion est respectivement de 65 % et de 8%; de 42% et de 6% en Équateur. Cuba et l'Argentine sont les moins inégalitaires et enregistrent les TBS les plus élevés. L'autre problème est la rétention. Les abandons concernent principalement les étudiants issus des catégories les plus pauvres.

En conclusion, nous pouvons dire que les pays qui enregistrent les meilleures statistiques en matière d'accès à l'enseignement supérieur sont ceux qui possèdent les meilleurs niveaux de développement humain, les investissements publics les plus importants dans le domaine de l'éducation, les plus faibles niveaux de pauvreté, des niveaux élevés de fréquentation des écoles primaires et secondaires de qualité, ainsi que des politiques publiques et des lois spécifiques en matière d'enseignement supérieur dont le but est d'améliorer l'accès et de faire reculer les inégalités.

1. Cet article est une version résumée et actualisée des articles publiés par l'IESALC dans sa revue (Janvier, 2010) et des rapports occasionnels et de recherche du CSHE de l'Université de Berkeley: CSHE.12.10. Les données de la Banque mondiale compilées dans la « LiteratureReview on Equity and Access to Tertiary Education in the Latin America and CaribbeanRegion (2009) » ont été très utiles pour cet article. <http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION>. Les données statistiques ont été fournies par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), <http://stats.uis.unesco.org/>

Figure 1. Amérique latine et Caraïbes - Groupe d'âge entre 20 et 24 ans ayant achevé leurs études secondaires en fonction du revenu par habitant et du sexe dans les pays sélectionnés, 2008

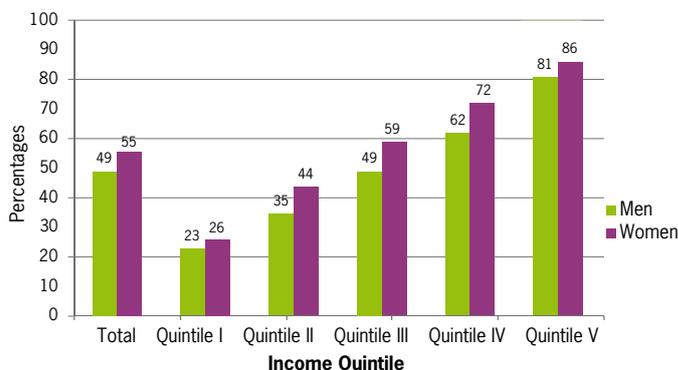
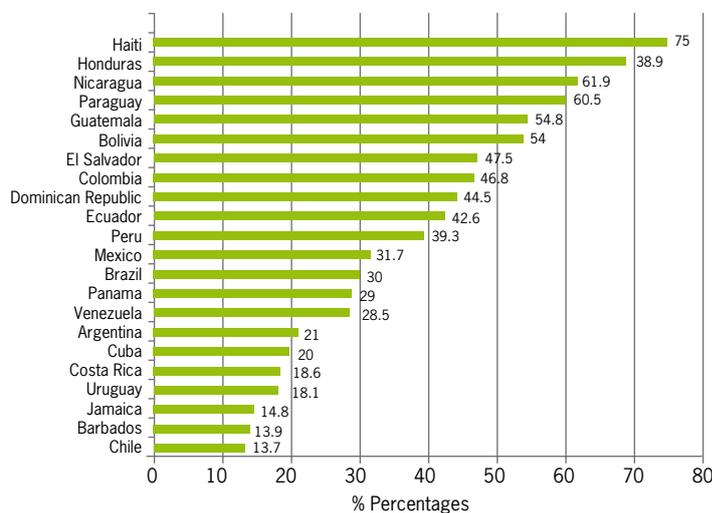


Figure 2. Les indices de pauvreté par pays en Amérique latine 2007-2008



Source: ECLAC Social Panorama 2008.



MIAMI DADE COLLEGE : ENVISAGER UNE NOUVELLE VOIE POUR FAVORISER LA RÉUSSITE DES ÉTUDIANTS

par **Eduardo J. Padrón**, Président, Miami Dade College, États-Unis (epadron@mdc.edu)



Les individus divers et variés qui peuplent notre planète, dont les ressources diminuent irrévocablement, semblent de nos

jours curieusement unifiés, malgré un enchevêtrement de défis économiques et de l'emploi. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'environnement de travail volatile et incertain ainsi que les évolutions technologiques considérables ont exercé une pression unique pour donner une orientation pertinente à l'enseignement et à l'apprentissage dans ce nouveau contexte mondial.

Au milieu de cette incertitude, il est évident que l'enseignement supérieur est devenu encore plus essentiel. L'élargissement de l'accès est presque devenu obligatoire non seulement pour la stabilité des individus et des familles mais également pour les communautés et les nations. La question de savoir qui intègre et qui n'intègre pas l'enseignement supérieur est devenue une question critique qui devrait concerner tous les établissements du monde – jusqu'à redéfinir notre notion d'efficacité bien au-delà des considérations financières. Avoir une chance viable d'atteindre la stabilité économique et d'opérer un changement de cap dans le monde du travail nécessitera un nouvel ensemble de compétences pour demeurer compétitifs.



La qualité de notre planification est cruciale si nous voulons répondre efficacement aux changements qui se présentent à nous. Nous sommes confrontés au défi prioritaire d'élargir l'accès tout en devant réinventer nos établissements selon un objectif en mouvement, et ce dans le cadre de ressources limitées. C'est la raison pour laquelle nous planifions, car au-delà d'être un exercice complexe et fastidieux, la planification appelle à la vision et à la création, et mêle les grandes idées aux entreprises héroïques. La planification consiste à affronter la réalité sans être hypnotisés par ses limites apparentes. Enfin, elle est un exercice de renouvellement, une occasion de reconnaître les ressources qui pourraient s'avérer bien plus importantes que celles qui apparaissent ou non sur un livre de comptes.

Le Miami Dade College (MDC) est le plus grand établissement d'enseignement supérieur des États-Unis et le plus diversifié, accueillant le plus grand nombre d'étudiants afro-américains et hispaniques du pays. En 50 ans d'existence, le MDC a accueilli près de 2 millions d'étudiants dans une zone métropolitaine de 2,4 millions de personnes. La plupart de ces étudiants n'auraient pas pu avoir la chance de suivre des études supérieures sans l'ouverture des portes du MDC au centre de la communauté. 46% des effectifs étudiants actuels du MDC vivent en-dessous du seuil de pauvreté défini par les instances fédérales américaines, et 67% sont issus de familles à faible revenu. 54% sont les premiers de leurs familles à entrer à l'université, et près de 70% continuent de travailler tout en suivant leurs études.

Deux éléments majeurs sont essentiels pour le développement institutionnel du MDC. Le premier est un plan stratégique quinquennal, élaboré sur mesure grâce à un engagement profond aussi bien au sein du Collège qu'à l'extérieur. Évaluer et réaffirmer la mission, la vision et les valeurs de l'établissement, lesquelles s'inscrivent toutes dans une volonté de favoriser l'accès équitable, est un exercice sérieux. La volonté de fixer des objectifs et d'envisager de nouveaux projets émane de ce fondement même. La recherche institutionnelle joue un rôle essentiel pour soutenir la culture de la preuve, s'appuyant sur des données approfondies et des rapports réguliers permettant d'évaluer l'efficacité des programmes et des départements ainsi que la performance des étudiants dans le cadre du plan stratégique.

La planification de l'établissement intègre à la fois l'accès et l'engagement auprès d'une communauté environnante dynamique, et porte également sur l'enseignement et l'apprentissage, le soutien académique et l'obtention des diplômes. Un ensemble de 9 déclarations de visions et de valeurs sert de cadre organisationnel pour 22 objectifs stratégiques, desseins pertinents et autres plans d'action. Un comité de coordination du plan stratégique au niveau du Collège et des sous-équipes composées d'enseignants et de membres du personnel sont chargés de mettre en œuvre le plan (voir : www.mdc.edu/main/planningeffectiveness/planning/).

Considéré comme le second élément au cœur du développement continu du MDC, un modèle spécifique a permis de redéfinir les objectifs d'apprentissage de l'établissement et de répondre plus efficacement aux attentes des étudiants, du corps enseignant et du personnel autour d'un ensemble spécifique de résultats d'apprentissage. Ces résultats, élaborés grâce à un dialogue approfondi entre les enseignants, ont désormais été intégrés dans les quelque 2 000 programmes académiques proposés par le Collège. Les enseignants ont évalué les programmes et les contenus des cours relatifs à ces dix résultats d'apprentissage, et ont mesuré la présence et la portée de chaque résultat. Le personnel chargé des services aux étudiants a également cherché à créer un environnement spécifique sur le campus pour soutenir les objectifs d'apprentissage. Enfin, un nouvel ensemble authentique d'évaluations fondées sur plusieurs scénarii a été mis au point pour mesurer la compréhension et la capacité des étudiants à appliquer ces résultats d'apprentissage. Des évaluations similaires, fondées sur les disciplines sont en cours d'élaboration pour répondre aux connaissances plus spécifiquement liées aux disciplines dans le cadre de l'ensemble des matières proposées.

Le projet sur les résultats d'apprentissage est un exercice essentiel dont l'objectif est de définir ce que signifie de suivre des études supérieures au MDC sur un marché en pleine évolution, regorgeant d'idées et de pratiques diverses. Les résultats d'apprentissage du MDC¹ encouragent les étudiants à développer des compétences tout au long de la vie dans les dix domaines suivants :

- Communication
- Analyse quantitative
- Pensée critique/créative et raisonnement scientifique
- Maîtrise de l'information
- Perspectives mondiales, culturelles et historiques
- Responsabilité personnelle, civique et sociale
- Pensée éthique
- Utilisation des outils informatiques et technologiques
- Appréciation esthétique
- Systèmes naturels et environnement

Le MDC s'engage également dans un programme plus global, reconnaissant que l'accès à l'enseignement supérieur n'est qu'un début. Le large éventail d'initiatives de soutien aux étudiants prend en compte les défis académiques, personnels et économiques qui accompagnent l'élargissement de l'accès. Cette reconnaissance et ces initiatives de soutien sont essentielles si nous voulons soutenir efficacement les étudiants qui relèvent le défi d'un environnement académique rigoureux, et garantir le développement d'une main d'œuvre efficace et bien formée.

¹ Pour des articles sur les résultats d'apprentissage des étudiants, veuillez consulter AIU Horizons, vol. 15, 3 - www.iau-aiu.net/content/past-issues



L'AVENIR DE CHAQUE CITOYEN : LUMINA INVESTIT MASSIVEMENT DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

par **Jamie Merisotis**, Président et DG, Fondation Lumina, États-Unis (jmerisotis@luminafoundation.org)



Les récentes fluctuations observées sur les marchés financiers mondiaux nous ont brusquement rappelés à quel point notre économie mondiale était précaire.

L'incertitude pesant sur des marchés volatiles a poussé nombre d'entre nous à envisager des remèdes à court terme mais nous pensons que la route conduisant à une plus grande prospérité économique requiert une vision à plus long terme. C'est la raison pour laquelle la Fondation Lumina¹ (www.luminafoundation.org/) investit massivement dans l'enseignement supérieur et élabore une meilleure voie à suivre à travers la création d'un mouvement appelé « Goal 2025 » (www.luminafoundation.org/goal_2025.html).

Dans l'économie mondiale d'aujourd'hui, nous sommes plus interconnectés que jamais, ce qui rend l'éducation essentielle pour l'avenir de chaque individu et pour la stabilité et la sécurité de chaque pays. Dans cet esprit, nous devons rendre l'enseignement supérieur plus équitable et supprimer les obstacles empêchant l'accès et le succès de façon à permettre à plus de citoyens d'obtenir des qualifications et des diplômes de haut niveau, nécessaires à leur prospérité future.

Comme le prouvent des études récentes, l'enseignement supérieur constitue un bon investissement. Selon une enquête sur la pénurie de talents réalisée par Manpower, enquête regroupant près de 40 000 employeurs dans 39 pays conduite au premier trimestre 2011, 34% des entreprises mondiales ont déclaré connaître des difficultés à pourvoir des postes adaptés à certaines compétences. Sur les personnes qui se plaignent de cette difficulté, près de 75% ont cité le manque de connaissances, de compétences ou d'expérience des demandeurs d'emplois comme la principale raison expliquant le non pourvoi des postes.

Nous sommes aujourd'hui confrontés, à l'échelle mondiale à un manque de compétences, ce qui crée des opportunités pour des personnes désireuses d'intégrer l'enseignement supérieur dans leur avenir. Au sein de la Fondation Lumina, nous nous engageons à répondre à ce problème en nous efforçant d'aider davantage d'étudiants à s'inscrire à l'université et à obtenir un diplôme. Nous souhaitons en particulier aider les étudiants issus de familles à faible revenu, les premières générations d'étudiants, les étudiants de couleur et les adultes en âge de travailler.

Étant la plus grande fondation privée engagée exclusivement à permettre qu'un plus grand nombre d'Américains obtienne un

diplôme d'études supérieures, nous concentrons actuellement nos efforts sur une mission spécifique que nous appelons « Goal 2025 ». L'objectif est d'aider davantage d'Américains à obtenir des diplômes ou des qualifications de haut niveau pour atteindre la barre des 60% d'ici à 2025. Certains appellent cet objectif le « Big Goal » car il nous reste encore un long chemin à parcourir avant d'atteindre ce but. Aujourd'hui, moins de 40% des Américains sont titulaires d'une qualification ou d'un diplôme d'études supérieures.

Pourtant, nous reconnaissons « Goal 2025 » pour ce qu'il est : un impératif national. Qui plus est, nous sommes convaincus que cet objectif est réalisable si nous travaillons efficacement aux côtés de différents partenaires importants dans le domaine de l'éducation, le monde de l'entreprise et le gouvernement, et si nous suivons un plan détaillé ciblé sur l'accès, la préparation, la réussite et la productivité.

À travers des technologies d'enseignement et d'apprentissage à distance, nous pouvons nous assurer que les étudiants ne souffrent pas de l'isolement. Les étudiants des régions rurales de l'Alabama ou du Cap oriental en Afrique du Sud devraient avoir accès à un enseignement de haut niveau, tout comme les étudiants de New York ou de Johannesburg.

Par le terme préparation, nous sous-entendons que les élèves doivent être préparés sur les plans académique, financier et social pour atteindre une réussite scolaire au-delà du lycée. Lorsque nous parlons de réussite, nous considérons que les taux de réussite universitaire doivent augmenter de manière significative ; ce qui signifie que les étudiants doivent être efficacement aidés pour achever leurs programmes d'études.

Enfin, par productivité, nous sous-entendons que l'enseignement supérieur doit devenir plus efficace, plus innovant et plus rentable. Ces gains de productivité sont vitaux car ils renforceront les capacités et permettront au système de dispenser un enseignement de haut niveau à un nombre bien plus important d'étudiants.

Notre approche intègre simultanément tous ces objectifs en vue d'atteindre le « Big Goal ». Ensemble, nous atteindrons cet objectif en bâtissant un système d'enseignement supérieur du 21^e siècle qui soit à la fois adapté et efficace – un système qui vient en aide aux étudiants et les prépare à réussir sur le marché du travail pour qu'ils fassent partie intégrante de notre société mondiale.

Il s'agit d'un défi majeur mais la récompense sera encore plus grande : pas seulement pour les étudiants mais pour la société au sens large, pour les décennies à venir.

¹ La Fondation Lumina, créée en 2000, est une fondation indépendante privée basée aux États-Unis. Avec des actifs estimés à plus d'un milliard de dollars, elle fait partie des 40 fondations privées les plus importantes des États-Unis.

Bibliographie Sélective

- Egron-Polak E. et Boisfer, E. (2011) 'Institutional Access and Success Policies and Programs: Results of a Self-Assessment by 10 Pilot Universities from Asia and the Americas', International Association of Universities [IAU], www.iau-aiu.net/fr/content/activite%20C3%A9s-0
- Acedo, C., Akkari, A. et Müller, K., (eds.) (2010) *L'Éducation pour l'inclusion: de la recherche aux réalisations pratiques*, (Studies in Comparative Education), Paris: UNESCO-IBE
- Arum, R. et Roksa. J. (2011) *Academically Adrift: Limited Learning on College Campuses*, Chicago: University of Chicago Press - ISBN 978-0-226-02856-9
- Bhopal, K. (2010) *Asian Women in Higher Education: Shared Communities*, Stoke on Trent, UK: Trentham Books - ISBN 978-1-85856-469-2
- Boliver, V. (2011) 'Expansion, Differentiation, and the Persistence of Social Class Inequalities in British Higher Education', *Higher Education* 61(3): 229-242 - ISSN 0018-1560
- Cantrell, M., Kool, R. et Kouwenhoven, W. (2010) *Access Expansion: Challenges for Higher Education Improvement in Developing Countries*, University of Amsterdam, Centre for International Cooperation University Amsterdam - ISBN 978-94-90336-02-8
- Cutright, M. (2010) 'Expanding Access and Quality in Uganda: the Challenges of Building a Plane While Flying in It', *International Education* 40(1): 21-31 - ISSN 0160-5429
- Durra-Bellat, M., Kieffer, A. et Reimer, D. (2010) 'Les Inégalités d'accès à l'enseignement supérieur: le rôle des filières et des spécialités: une comparaison entre l'Allemagne de l'Ouest et la France', *Economie et statistique*, 433-434: 3-29, Institut national de la statistique et des études économiques (France) [INSEE] - ISSN 0336-1454
- Eggin, H. (2010) *Access and Equity: Comparative Perspectives*, (Global Perspectives on Higher Education), Rotterdam: Sense - ISBN 9789460911842
- Kabbani, N. et Salloum, S. (2011) 'Implications of Financing Higher Education for Access and Equity: the Case of Syria', *Prospects: quarterly review of comparative education*, 41(1), Paris: UNESCO, International Bureau of Education [IBE] - ISSN 0033-1538
- Kobayashi, M. (ed.) (2008) 'Equity and Cost Sharing in Japanese Higher Education', *Worldwide Perspectives of Finance Assistance Policies: Searching Relevance to Future Policy Reform of Japanese Higher Education*, Center for Research and Development of Higher Education, the University of Tokyo.
- Kezar, A. (2011) *Recognizing and Serving Low-Income Students in Higher Education*, New York: Routledge - ISBN 978-0-415-80322-9
- Neubauer, D. et Tanaka, D. (2011) *Access, Equity, and Capacity in Asia-Pacific Higher Education*, London: Palgrave Macmillan - ISBN 978-023010-110-4
- Goza, N., Saïdou M., Boukary, I., Mounkaila, H., et Salifou B. (2010) 'L'accès des femmes à l'enseignement supérieur au Niger', *African Education Development Issues*, 1: 168-187, Educational Research Network for West and Central Africa (RO CARE)
- O'Hara, S., (ed.) (2010) *Higher Education in Africa: Equity, Access, Opportunity*, New York: Institute of International Education [IIE] - ISBN 978-0-87206-334-1
- 'Race and Affirmative Action in Higher Education' (2010), South African Association for Research and Development in Higher Education, *South African Journal of Higher Education*, 24(2): 221-375.
- Santos, J., Cabrera, N. et Fosnacht, K. (2010) 'Is "Race-neutral" Really Race Neutral?: Disparate Impact Towards Underrepresented Minorities in Post-209 UC System Admissions' *The Journal of Higher Education*, 81(6) November / December - ISSN 0022-1546.
- Thomson, G. (2011) *Diversity Matters: New Directions for Institutional Research on Undergraduate Racial/Ethnic and Economic Diversity*, University of California, Center for Studies in Higher Education, Research & Occasional Paper Series, CSHE.8.11
- Thomas, L. (2011) 'Do Pre-entry Interventions Such as 'Aimhigher' Impact on Student Retention and Success?: a Review of the Literature', Society for Research into Higher Education, *Higher Education Quarterly*, 65(3): 230-250 - ISSN 0951-5224, Online ISSN 1468-2273
- World Bank, International Bank of Reconstruction and Development (2010) *Bridging the gap: improving capabilities and expanding opportunities for women in the Middle East and North Africa (MENA) regions* Washington D.C .
- Yang, X. (2010) 'Access to Higher Education for Rural Poor Students in China, Asia-Pacific Educational Research Association', *Educational Research for Policy and Practice*, 9(3):193-209 - ISSN 1570-2081

⇒ LES ARTICLES PARUS DANS LES DOSSIERS THÉMATIQUES DES PRÉCÉDENTS NUMÉROS D'AIU HORIZONS SONT DISPONIBLES EN LIGNE:



- *L'enseignement supérieur et l'Education pour tous (Vol. 17, no.1, juin 2011)*
- *Les partenariats en enseignement supérieur et la collaboration (Vol. 16, no.3, janvier 2011)*
- *L'enseignement supérieur européen dans le monde : 10^e anniversaire du processus de Bologne et lancement de l'EEES (Vol. 16, no.2, septembre 2010)*
- *L'Enseignement supérieur et la crise économique globale (Vol. 16, no.1, avril 2010)*
- *Résultats de l'enseignement supérieur (RES) (Vol.15, no.3, décembre 2009)*
- *Les Membres de l'AIU dessinent les contours de la nouvelle dynamique de l'enseignement supérieur (Vol.15, no.2, juillet 2009)*
- *Les fusions en enseignement supérieur (Vol.15, no.1, février 2009)*

LE THÈME DU DOSSIER THÉMATIQUE DU PROCHAIN NUMÉRO D'AIU HORIZONS (VOL. 17, NO.3), À PARAÎTRE EN JANVIER 2012 PORTERA SUR REPENSER L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Si vous souhaitez nous soumettre un article pour ce prochain numéro, merci de nous écrire à h.vantland@iau-aiu.net et à hudson@iau-aiu.net

Pour insérer une publicité dans Horizons, merci de vous rendre page 31.

APPEL À ESSAIS

PRIX AIU - PALGRAVE EN RECHERCHE SUR LES POLITIQUES UNIVERSITAIRES

THÈME DE LA COMPÉTITION 2012 :
« L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET
L'AGENDA GLOBAL »



palgrave
macmillan

C'est grâce à, et en partenariat avec **Palgrave Macmillan Ltd.**, éditeur des publications de recherche et de référence de l'Association, que l'AIU est heureuse d'annoncer l'édition 2012 du prix de l'essai pour la recherche en politique d'enseignement supérieur.

Le **but de ce prix** est de promouvoir **la recherche dans le domaine des politiques en enseignement supérieur** en primant un essai remarquable d'un chercheur travaillant pour une université ou une organisation Membre de l'AIU.

Le thème du prix 2012 est : **L'enseignement supérieur et l'Agenda global** qui est lié au thème même de la 14^e Conférence générale de l'AIU qui sera accueillie par l'Université interaméricaine de Porto Rico, San Juan, Porto Rico, États-Unis, du **13 au 16 novembre 2012**. Plus d'information seront prochainement disponibles sur notre site Internet.

Contact:

Nicholas Poulton

Association internationale des Universités (AIU)

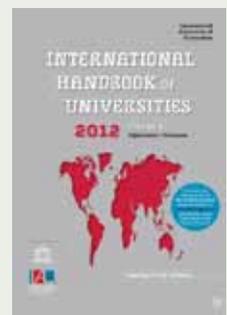
hep@iau-aiu.net

NOUVELLES PUBLICATIONS

Nouvelles Publications de l'AIU

Édition 2012 de l'International Handbook of Universities (IHU)

L'AIU a le plaisir d'annoncer la parution de l'IHU. L'IHU est un guide indispensable pour tout savoir sur plus de 15 000 établissements d'enseignement supérieur offrant au minimum un diplôme de troisième cycle ou un diplôme professionnel en quatre ans. Cette publication de référence

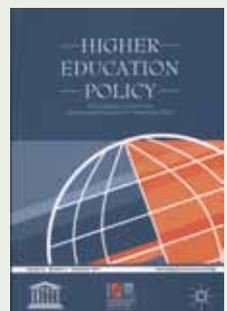


en 3 volumes fournit des informations détaillées sur chaque établissement d'enseignement supérieur et offre un aperçu du système d'enseignement supérieur de chaque pays. Il comprend un accès mono-poste gratuit à la *Base de données sur l'enseignement supérieur dans le monde* (WHED), où l'on peut trouver des données plus détaillées sur les systèmes d'enseignement de chaque pays, dont les coordonnées des organismes travaillant dans le secteur de l'enseignement supérieur ainsi que des informations sur les diplômes proposés. Prix : 390 £. Les Membres de l'AIU bénéficient d'une remise de 50% sur le Handbook et reçoivent sa version CD-ROM gratuitement.

Higher Education Policy (HEP) 24/3 - Septembre 2011

Le dernier numéro de la revue de recherche de l'Association vient de paraître et aborde une série de thèmes (www.iau-aiu.net/content/latest-issue-0).

Bratberg examine les différentes politiques sur les *frais d'inscription* en Angleterre et en Écosse, et déclare en conclusion qu'il existe, malgré les disparités, une tendance



à la convergence entre les législatures. Sa et Gaviria traitent ensuite *des accords de reconnaissance mutuelle des diplômes* en Amérique du Nord dans les domaines de l'ingénierie, de l'architecture et de la comptabilité. Les auteurs expliquent comment et pourquoi les procédures institutionnelles ont été harmonisées. Vilgats et Heidmets étudient *le système externe d'assurance qualité* en Estonie,



et proposent un certain nombre de développements possibles dans l'optique de modifier à terme le système d'assurance qualité. Hampton examine ensuite l'utilisation des techniques méta-narratives, et soutient que le développement de ces *techniques méta-narratives dans l'analyse des politiques* peut améliorer le processus participatif d'élaboration des politiques au sein d'une université. King étudie la gouvernance mondiale des systèmes de la connaissance, examinant différents concepts tels que le pouvoir, les réseaux, les normes et la structuration. Daun-Barnett analyse ensuite les politiques publiques concernant l'obtention du diplôme d'infirmier(ère) dans des collèges communautaires aux États-Unis, cherchant à savoir si ces politiques participent à augmenter le nombre d'infirmiers(ères). Le dernier article de ce numéro examine *les problématiques liées à l'expansion et l'assurance qualité* dans l'enseignement supérieur éthiopien ; Semela présente différentes manières de combler les *lacunes existantes en termes de qualité* dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur.

HEP (24/4), qui doit paraître en décembre 2011, présentera un certain nombre d'articles axés sur l'enseignement supérieur et le développement durable.

Si vous ne recevez pas encore HEP, vous pouvez vous abonner sur le site Internet de la revue www.palgrave-journals.com/hep/subscribe.html.

Rapport AIU-GUNI-AUA : La promotion du développement durable par les établissements d'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne

L'AIU a le plaisir d'annoncer la publication du rapport préparé en collaboration avec le Global University Network for Innovation (GUNI) et l'Association des universités africaines (AUA). Le rapport offre un aperçu des principales actions, expériences et pratiques mises en œuvre par les établissements d'enseignement supérieur (EES) en Afrique subsaharienne pour intégrer le développement durable dans leurs activités ; identifie les nouvelles tendances et les lignes d'action prioritaires en vue d'intégrer le développement durable dans les activités des EES d'Afrique subsaharienne ; et sensibilise l'opinion sur le rôle important des EES dans la promotion du développement durable dans la région.



Le rapport est disponible en ligne : www.iau-aiu.net/sites/all/files/promotion_sd_by_HEIs_sub_saharan_africa_0.pdf

Contact: Dr. H. van't Land, AIU, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes, h.vantland@iau-aiu.net

Rapport de l'AIU sur **Le changement de nature des programmes doctoraux en Afrique Sub-saharienne** – *Défis et opportunités relatifs à l'élaboration des politiques dans six universités d'Afrique sub-saharienne* est maintenant disponible (en anglais).



Ce rapport est le résultat du projet pilote développé par l'AIU sur ce sujet. Convaincue qu'un système de savoir solide et qu'un savoir basé sur la recherche sont des éléments clés donnant accès à un meilleur développement au niveau national, l'AIU a choisi de concentrer ses recherches initiales sur la place des études doctorales dans la stratégie de recherche institutionnelle globale ; le type de services de soutien et la supervision des établissements mis en place pour accompagner les étudiants chercheurs au long de leurs études ; les développements de carrières proposés ; l'internationalisation des études doctorales ; etc. Le projet portait également sur les mécanismes de planification stratégique que les établissements devraient ou non développer afin d'améliorer les études doctorales, ainsi que sur le rôle crucial de la collecte de données et du management vis-à-vis de l'amélioration de telles planifications. Analysant les processus de réforme des études doctorales en cours, le rapport présente différentes conclusions et recommandations.

Le projet a fortement bénéficié de l'expertise des membres d'un Groupe de travail international ainsi que des représentants de six des établissements africains Membres de l'AIU.

Contact: Dr. H. van't Land, Directrice, Adhésions et développement des programmes de l'AIU (h.vantland@iau-aiu.net).

➡ **CES PUBLICATIONS SONT AUSSI REPRISES DANS BASE DE DONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS LE MONDE DE L'AIU - HEDBIB**
http://hedbib.iau-aiu.net/index_fr.php

NOUVELLES PUBLICATIONS

Liste sélective et annotée des publications reçues à l'AIU

Who Goes Where and Why?: An Overview and Analysis of Global Educational Mobility

C. Macready et C. Tucker, *Report Five: Global Education Research Reports*, AIFS Foundation and Institute of International Education, USA, 2011. ISBN: 978 0 87206 342 6

Cet rapport, cinquième de la série *Global Education Reports* publiée par IIE et la Fondation AFIS, décrit et analyse l'information actuelle sur le comment et pourquoi les étudiants choisissent leurs destinations dans le cadre de la poursuite de leurs études à l'étranger, et sur la manière dont les différentes politiques nationales d'accueil et d'expatriation influent sur les décisions des étudiants. Le rapport fournit aussi une étude approfondie du « United States' Exchange Visitor Programme ».



Not by Bread Alone

S. Bergan, *Council of Europe, Council of Europe Publishing*, 2011, ISBN 978 92 871 6971 6

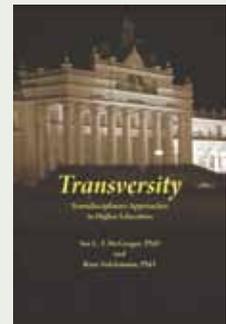
Cet ouvrage rassemble plusieurs essais de Sjur Bergan, Responsable du département pour l'enseignement supérieur et l'enseignement de l'Histoire du Conseil de l'Europe portant sur l'enseignement supérieur. Ces essais couvrent trois domaines : les missions de l'enseignement supérieur, la responsabilité publique et les qualifications. Ensemble, ces essais présentent l'enseignement supérieur comme un facteur clef du développement des sociétés modernes et soulignent son rôle vis-à-vis du développement de compétences en matière de dialogue interculturel, des compétences dont nos sociétés ont de plus en plus besoin.



Transversity: Trans disciplinary Approaches to Higher Education

S. McGregor et R. Volckmann. *Integral Publishers, USA, 2011, ISBN 978 1 4507 8351 4*

Cet ouvrage présente une introduction au sujet d'approches multidisciplinaires des problèmes et défis complexes auxquels nous faisons face, tels que le développement durable et l'innovation. Il transmet les messages et les potentialités de la transdisciplinarité à des publics universitaires et communautaires. Il présente des études de cas de programmes transdisciplinaires en Australie, en Autriche, au Brésil, dans l'Union Européenne, au Mexique, en Roumanie et aux États-Unis. Ce livre présente un intérêt pour la politique éducative et du curriculum, la planification, et le travail dans des environnements transdisciplinaires pour les citoyens, les entreprises et les établissements d'enseignement.



Franco-British Academic Partnerships

M. Fraser, P. Lane (Eds.). *Liverpool University Press, UK, 2011, ISBN 978 1 84631 663 0*

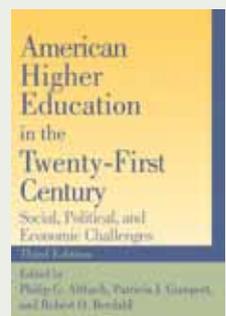
Ce livre vise à faire le point sur l'intensification de la coopération bilatérale entre le Royaume-Uni et la France dans le secteur de l'enseignement supérieur. Il cherche à lever les obstacles à l'expansion continue de ces partenariats, tels que les contraintes linguistiques et des pressions financières, ainsi que le partage des expériences et des meilleures pratiques et vise également à identifier de nouvelles initiatives et autres domaines de coopération.



American Higher Education in the 21st Century: Social, Political and Economic Challenges – Third Edition

P. G. Altbach, P.J. Gumport et R.O. Berdhal (Eds.) *John Hopkins University Press, USA, 2011, ISBN 0 8018 9906 5*

Initialement publié en 1998, ce livre présente une introduction complète



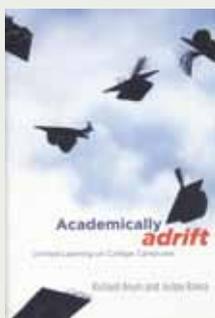


aux questions essentielles aujourd'hui abordées par les collèges et universités américains. Cette réédition met à jour ce volume sur des questions clefs qui sont toujours d'actualité. Et en plaçant l'enseignement supérieur dans son contexte social et politique, cet ouvrage aborde un large éventail de questions relatives aux finances, à la gouvernance étatique et fédérale, au corps enseignant, aux étudiants, aux programmes et au leadership académique.

Academically adrift: Limited Learning on College Campuses

R. Arum et J. Roksa, Chicago University Press, USA, 2011, ISBN 978 0 226 02856 9

S'appuyant sur les réponses obtenues lors d'un sondage, les données transcrites et les résultats du test d'évaluation d'apprentissage collégial, ce livre révèle qu'une proportion importante d'élèves ne montre vis-à-vis d'un éventail de compétences comprenant la pensée critique, le raisonnement complexe et l'écrit, aucune amélioration significative entre leur premier semestre au collège et la fin de la deuxième année. Les auteurs soutiennent aussi ceci est peut-être le résultat attendu d'étudiants distraits par la socialisation et l'emploi, et d'une culture institutionnelle qui met l'apprentissage de premier cycle au bas de la liste de ses priorités.



avons toujours espéré qu'il en soit le cas? La période actuelle de mondialisation rapide concourt à une transformation de la recherche universitaire européenne. Dans ce contexte, cet ouvrage vise à encourager une nouvelle réflexion sur ce que les défis du développement mondial impliquent pour les établissements européens.

Regards sur l'éducation 2011: Les indicateurs de l'OCDE

OECD Publishing, OECD, 2011, ISBN: 9789264117068

L'édition 2011 de *Regards sur l'éducation: Les indicateurs de l'OCDE*, permet aux pays de se voir à la lumière de la performance des autres pays. Elle fournit un large éventail d'indicateurs comparables sur les systèmes d'éducation et représente la pensée des spécialistes sur la façon de mesurer l'état actuel de l'éducation internationale. Les indicateurs montrent qui participe à l'éducation, combien est dépensé pour elle et comment les systèmes éducatifs fonctionnent. Ils illustrent également un large éventail de résultats scolaires, en comparant par exemple, le rendement des élèves dans les matières principales et l'impact de l'éducation sur la rémunération et sur les chances des adultes vis-à-vis de l'emploi.



Democratising knowledge for global development: The role of European higher education institutions

Édité par Han Aarts, Ton Halvorsen & Peter Taylor, EAIE, Occasional Paper 23, 2011, ISBN 978 90 74721 00 4

Ce hors-série de l'EAIE porte sur la relation entre l'enseignement supérieur et le développement et tente de répondre à la question: comment l'enseignement supérieur (européen) peut-il contribuer au développement humain mondial? Il est souvent pris pour acquis que l'enseignement supérieur et la recherche contribuent au développement et, finalement, à une vie meilleure pour tous. Mais les universités et autres établissements d'enseignement supérieur sont-ils des «institutions sociales» qui servent le bien public, localement et globalement, comme nous



China's Higher Education Reform and Internationalisation

Édité par Janet Ryan, Routledge Publishing, UK, 2011, ISBN 978 0 415 58225 4

Ce livre décrit la situation historique, culturelle, intellectuelle et contemporaine ainsi que les contextes de la réforme et de l'internationalisation de l'enseignement supérieur en Chine. Il discute de ces changements, expose les défis posés par ces changements pour les responsables d'établissements, les professeurs, les chercheurs, les étudiants et ceux qui travaillent avec les universitaires et les étudiants chinois en Chine et à l'étranger. Cet ouvrage évalue l'impact et le succès de ces changements, et considère comment la mobilité des personnes et des idées à travers les systèmes éducatifs et les cultures peut contribuer à de nouvelles façons de travailler et à une meilleure entente entre les cultures académiques occidentale et chinoise.



NOUVELLES PUBLICATIONS

NOUVELLES TENDANCES À L'HORIZONS : CE QUE NOUS DISENT LES NOUVELLES PUBLICATIONS

Chers lecteurs,

Nous sommes heureux de vous présenter cette nouvelle rubrique pour laquelle, Gilles Breton, Professeur et Chercheur au sein de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa et à l'avenir, d'autres éminents spécialistes analyseront des ouvrages d'intérêts pour l'agenda mondial changeant auquel l'enseignement supérieur doit faire face de par le monde. Vos réactions, commentaires et suggestions seront toujours les bienvenus.

Hillegje van 't Land,

Directrice, Adhésions et Développement des Programmes (h.vantland@iau-aiu.net)



LA DIPLOMATIE SCIENTIFIQUE ET DU SAVOIR

par **Gilles Breton**, École supérieure d'affaires publiques et internationales, Université d'Ottawa, Canada (Gbreton@uOttawa.ca)

Au cours des dernières années, la diplomatie scientifique et du savoir est devenue un enjeu international et une composante de la politique étrangère de plusieurs pays. Aux pays qui ont une longue tradition dans ce domaine et qui ont renouvelé leur diplomatie scientifique récemment, tel que les États-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Suisse se sont ajoutés de nouveaux venus tels que les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), la Malaisie et la Corée du Sud pour n'en nommer que quelques-uns. Parallèlement, il s'est publié beaucoup de textes et d'ouvrages intéressants sur ce nouvel enjeu¹; ils examinent comment la recherche scientifique et la production de nouveaux savoirs constituent une forme de « soft power », et quelle utilisation les États devraient ou pourraient en faire dans l'élaboration de leurs politiques internationales. Évidemment, comme les universités sont des acteurs majeurs dans le monde de la recherche scientifique, ces développements récents les interpellent directement.

Dans *Présence française dans le monde: l'action culturelle et scientifique*², l'auteur Philippe Lane, montre comment la France a décidé de faire de l'ensemble de son action culturelle et scientifique un pilier de sa politique étrangère. Après un rapide survol historique relatant la longue tradition de l'action culturelle dans la diplomatie française, l'auteur montre qu'on assiste à la mise en place d'un nouveau paradigme d'action culturelle et scientifique à partir de 1995 qui prend forme en 2008-2009 dans la notion de diplomatie d'influence et la mise en place en 2010 de 3 nouvelles agences placées sous le tutelle de l'État: Campus

France, l'Institut Français et France Expertise internationale.

Qu'est-ce que cette nouvelle diplomatie signifie pour les acteurs de l'enseignement supérieur en France? Pour le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche, cela signifie l'amélioration de la compétitivité internationale de la France qu'illustre l'adoption de ces trois priorités, à savoir le développement de partenariats internationaux pour les nouveaux pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES), l'émergence de nouveaux acteurs nationaux qui pourront répondre efficacement aux appels d'offres internationaux et enfin, le renforcement de l'innovation afin de permettre la production et l'exportation de biens et services issus de la recherche (p.47).

Plus globalement, les objectifs de la diplomatie des savoirs française sont d'appuyer l'internationalisation et la valorisation économique de la recherche ainsi que la diffusion de la culture scientifique et technique française, de faire de la science un atout de l'action diplomatique; de renforcer les relations entre les sociétés et enfin inciter les postes diplomatiques à renforcer la coopération scientifique en tant qu'élément d'une coopération multilatérale et partenariale (p.46).

Si on peut comprendre que la recherche scientifique et la production de nouveaux savoirs puissent constituer des instruments au service des politiques internationales, il me semble, dans le contexte actuel d'un élargissement et d'une complexité accrue des enjeux internationaux, que les relations entre la science et la diplomatie puissent être examinées dans une perspective moins unidirectionnelle.



1. Mentionnons à titre d'exemple, Wagner, C. (2008) *The invisible Global College: Science for Development*, Brookings Institution Press: Washington, DC. et Copeland, D. (2009), *Guerrilla Diplomacy Rethinking international relations*, Lynne Rienner Publisher, Boulder co.

2. Lane, P. (2011), *Présence française dans le monde: l'action culturelle et scientifique*, La documentation Française, Paris.



Dans *New frontiers in science diplomacy*³, The Royal Society, si elle accepte que la science soit au service de la diplomatie et qu'elle serve à l'amélioration des relations entre les pays, elle n'en propose pas moins deux autres modalités d'interaction entre la science et la diplomatie. On peut dans un premier temps inverser la proposition et passer de la science pour la diplomatie à la diplomatie pour la science. On conçoit aisément comment l'action diplomatique peut contribuer à la collaboration scientifique entre chercheurs de pays différents et que ces derniers auraient à y gagner s'ils bénéficiaient d'un tel support. La science dans la diplomatie, ou comment la science et le savoir peuvent contribuer au choix des objectifs de la politique étrangère constitue la troisième et dernière modalité d'interaction proposée par The Royal Society. Par les travaux qu'ils mènent sur les enjeux mondiaux, tel que les changements climatiques, la sécurité alimentaire et énergétique, la réduction

de la pauvreté, le terrorisme, etc., les chercheurs ainsi que les centres, institutions et universités à l'intérieur desquels ils œuvrent, se retrouvent dans une position leur permettant non seulement d'informer, mais aussi de contribuer à la définition de l'agenda international.

Et si, comme The Royal Society, l'on pense que la politiste A.M Slaughter⁴ a raison d'écrire que nous vivons dans un monde désagrégé dont la gouvernance reposera sur un ensemble de réseaux interétatiques et gouvernementaux ainsi que sur les relations qu'entreprendront les gouvernements et les acteurs de la société civile dont la communauté scientifique et universitaire, force est de constater que cette question de la diplomatie de la science et du savoir devient pour les universités un nouveau chantier, un enjeu qu'elles devront s'approprier et inscrire dans leurs stratégies internationales.

3. The Royal Society (2010), *New frontiers in science diplomacy Navigating the changing balance of power*, The Royal Society, London.

4. Slaughter, A.M. (2004) *A new World order*. Princeton University press, Princeton, NJ.

➔ VOUS SOUHAITEZ ACCROITRE VOTRE VISIBILITE ET REJOINDRE DES LECTEURS PARTOUT DANS LE MONDE ?

FAITES DE LA PUBLICITE DANS AIU HORIZONS !

AIU Horizons, qui compte aujourd'hui plus de 4,000 lecteurs des versions papier et numérique est l'une des publications sur l'enseignement supérieur parmi les plus lues.

AIU Horizons est publié trois fois par an en anglais et en français. Une copie papier en est envoyée systématiquement au Président ou Secrétaire général de chaque Membre institutionnel ou organisationnel de l'AIU. Par ailleurs le magazine est envoyé à un public plus large et bien ciblé de professionnels de l'enseignement supérieur. Cette liste comprend :

- Les présidents, chanceliers et responsables administratifs d'autres établissements d'enseignement supérieur;
- Des organisations et associations multilatérales et internationales, incluant : UNESCO, la Banque mondiale, l'OCDE, etc.;
- Des associations nationales et internationales d'université – incluant par exemple le South African Regional University Association (SARUA); l'Association des Universités du Commonwealth (ACU); l'Association des Universités et Collèges du Canada (AUCC);
- Ministères, départements et délégations nationaux et gouvernementaux;
- Membres de Conseils d'administration de l'enseignement supérieur et de fondations;
- Organismes media sur l'enseignement supérieur;
- Bibliothèques institutionnelles.

Les leaders de l'enseignement supérieur les décideurs politiques et autres parties prenantes qui consultent et lisent *AIU Horizons* régulièrement ont un large spectre d'intérêts et recherchent des informations provenant de sources différentes sur une grande variété de sujets. En effet, *AIU Horizons* vous offre une opportunité inégalée de faire la promotion de vos publications et service auprès d'un large public composé de leaders éminents en enseignement supérieur.

Faire de la publicité dans *AIU Horizons* vous permet ainsi à votre établissement ou organisation de :

- Etre plus visible au niveau mondial;
- Etablir des relations avec d'autres organisations ou établissements;
- Faire connaître et développer vos programmes;
- Faire connaître et vendre vos publications, produits et services;
- Annoncer vos conférences et autres réunions ouvertes au public;
- Faire connaître les services en technologie de l'information;
- Augmenter le nombre de vos étudiants;
- Recruter du personnel administratif et académique

Les prix pour la publication d'une annonce démarrent à 570 euros pour 1/3 de page.

POUR PLUS D'INFORMATION, MERCI DE NOUS CONTACTER À : IAU@IAU-AIU.NET

Octobre 2011

27-28	<i>Lessius University College – Anvers, Belgique</i> UNeECC (University Network of the European Capitals of Culture) 5^e conférence annuelle www.uneecc.org/htmls/welcome_page.html
30-02 Nov	<i>Shanghai, Chine</i> 4^e Conférence mondiale sur le classement mondial des Universités – Different Approaches to a Shared Goal http://gse.sjtu.edu.cn/WCU/WCU-4.htm

Novembre 2011

03-04	<i>Université Anadolu –Turquie</i> Conférence annuelle de l'EADTU – Universities and regional development in an open knowledge society sharing innovation and knowledge in European universities www.eadtu.eu/activities/upcoming-conference.html
03	<i>Senate House – Londres</i> Adapting to Disruptive Times – Emerging Models for HE Provision Conférence de l'Observatory on Borderless Higher Education (OBHE) de de l'Université de Londres www.tcp-events.co.uk/obhe/
16	<i>Université Kenyatta – Nairobi, Kenya</i> L'AIU et l'African Network for Internationalization of Higher Education (ANIE) Le développement des stratégies institutionnelles d'internationalisation – Un atelier pour les universités africaines www.iau-aiu.net/content/new-iau-anie-internationalization-workshop-details-released
16-18	<i>AIU et Université Kenyatta AIU, Safari Park Hotel – Nairobi, Kenya</i> Conférence internationale 2011 de l'AIU– Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur www.iau-aiu.net/civicrm/event/info?reset=1&id=16
23-25	<i>Université des Sciences Appliquées HAN – Nijmegen, Pays-Bas</i> Conférence 2011 de l'EAPRIL (European Association for Practitioner Research on Improving Learning in Education and Professional Practice) – Balancing workplace learning and practitioner research across professional fields www.eapril.org/EAPRIL2011
30-02 Déc	<i>Hôtel Métropole – Bruxelles, Belgique</i> Connecting European and Global Experiences International Network for Quality Assurance Agencies in Higher Education (INQAHE) et la European Association for Quality Assurance in Higher Education (ENQA) www.inqahe.org/internationalisation-and-QA

Décembre 2011

05-06	<i>Université Cety's – Mexicali, Mexique</i> Les innovations qui marchent dans l'enseignement supérieur – OECD-IMHE www.oecd.org/dataoecd/23/52/48346614.pdf
07-09	<i>Celtic Manor – Newport, Royaume-Uni</i> Conférence annuelle pour la recherche de la SRHE (Society for Research into Higher Education) www.srhe.ac.uk/conference2011
15-16	<i>Université Lund – Suède</i> Strategic Management of Internationalisation Nordic University Association (NUS), Nordic Association of University Administrators (NUAS) et le programme de l'OCDE sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur (IMHE) www.kongresslund.com/smoi

Janvier 2012

08-10	<i>Université de l'Agean – Grèce</i> World Universities Forum 2012 http://ontheuniversity.com/conference-2012/
23-26	<i>Capital Hilton Hotel – Washington, États-Unis</i> Conférence annuelle 2012 du CHEA (Council on Higher Education Accreditation) - Accreditation and the Future: What's known? What's next? www.chea.org/pdf/preliminary_program.pdf

Fevrier 2012

08-10	<i>Skelton Conference Center – États-Unis</i> 4th Annual Conference on Higher Education Pedagogy www.cider.vt.edu/conference
-------	---



Février 2012

19-22	<i>JW Marriott – Washington, États-Unis</i> Conférence annuelle 2012 de l'AIEA (Association of International Education Administrators) - Building a Secure World through International Education www.aiea-world.org
-------	--

Mars 2012

07-09	<i>Hotel Realm – Canberra, Australie</i> Universities Australia's 2012 Higher Education Conference www.universitiesaustralia.edu.au/conference
10-13	<i>Los Angeles, États-Unis</i> Rencontre annuelle de l'ACE (American Council on Education) www.acenet.edu/AM/Template.cfm?Section=ACE_Annual_Meeting
13-15	<i>The British Council, QEII Conference Centre – Londres, Royaume Uni</i> Going Global 2012 – The Future, the Connected World, the Winners and Losers http://ihe.britishcouncil.org/going-global
21-23	<i>Université de Warwick – Royaume-Uni</i> Conférence annuelle 2012 de l'EUA (European Universities Association) - The Sustainability of European Universities www.eua.be/warwick.aspx

Avril 2012

26-28	<i>Rio de Janeiro, Brésil</i> Conference of the Americas on International Education (CAIE) http://caie-caei.org/
-------	---

Mai 2012

10-12	<i>Université de Graz, Autriche</i> Universities' Engagement in and with Society – The ULLL Contribution / European Association for University Lifelong Learning (EUCEN) http://eucen.uni-graz.at/
-------	---

Juin 2012

04-06	RIO + 20 – United Nations Conference on Sustainable Development www.uncsd2012.org
05-06	<i>Rio de Janeiro, Brésil</i> World Symposium on Sustainable Development at Universities (WSSD-U) www.haw-hamburg.de/wssd-2012.html

Juillet 2012

11-15	<i>Dublin, Irlande</i> EuroScience Open Forum: Where Creativity and Great Science Meet www.dublinscience2012.ie
-------	--

Novembre 2012

13-16	<i>Université interaméricaine de Porto Rico – Porto Rico, États-Unis</i> 14^e Conférence générale de l'AIU – L'Enseignement supérieur et l'Agenda mondial www.iau-aiu.net
-------	---

Vos réactions, questions et commentaires sur *AIU Horizons* sont les bienvenus. Merci de prendre contact avec Dr Hilligje van 't Land, rédactrice en chef de ce magazine, si vous avez des suggestions pour de nouveaux thèmes ou des informations importantes à transmettre concernant des événements que vous souhaiteriez voir paraître dans ces pages.



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS (AIU) – BUREAU INTERNATIONAL DES UNIVERSITÉS. AU SERVICE DES MEMBRES INSTITUTIONNELS ET ORGANISATIONNELS ET LA COMMUNAUTÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS SON ENSEMBLE, L'AIU OFFRE UN FORUM DESTINÉ À CRÉER UNE COMMUNAUTÉ MONDIALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. ELLE VISE À PROMOUVOIR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS, D'EXPÉRIENCES ET D'IDÉES, TOUT EN CONTRIBUANT PAR LA RECHERCHE, PAR LES PUBLICATIONS ET LES RÉUNIONS À FAIRE PROGRESSER LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

AIU HORIZONS: Eva Egron-Polak, Secrétaire-générale et Directrice exécutive /// Rédactrice en chef *AIU Horizons*: Hilligje van't Land, dr. ès Lettres, Directrice, Adhésions et développement des programmes, *AIU Horizons* /// Assistant de rédaction: Ross Hudson, Chargé de programmes/// Elodie Boisfer, Assistante exécutive et assistante du Projet sur l'Accès et le succès.

Traductions vers le français: François Agati /// Imprimeur: SEP, Nîmes, France /// Graphisme: Maro Haas
N°ISSN : 2076-3654

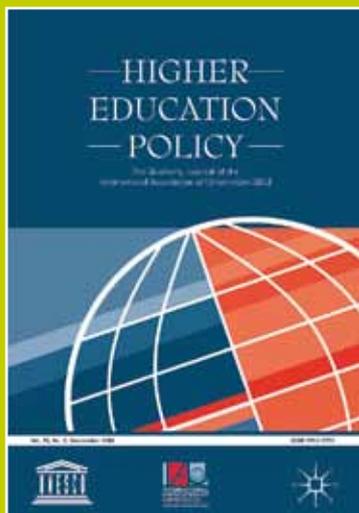
AIU, Maison de l'UNESCO, 1, rue Miollis – F-75732, Paris cedex 15 – France Tel : + 33 1 45 68 48 00 – Fax : + 33 1 47 34 76 05
Adresses électroniques : iau@iau-aiu.net – Site Internet : www.iau-aiu.net/fr

AIU Horizons est également disponible en ligne : www.iau-aiu.net/association/fre/a_newsletter.html (en formats PDF et WORD)

Ce document est imprimé sur un papier 100% recyclé certifié par les labels Blaue Engel, Nordic Ecolabel et Ecolabel européen.



Definitive Resources on Higher Education Worldwide



Higher Education Policy

La revue trimestrielle de l'Association internationale des Universités (AIU)
Rédacteur en chef : Jeroen Huisman, Université de Bath, Royaume-Uni

La revue scientifique de l'AIU, Higher Education Policy, réunit des articles sur des domaines pointus de l'enseignement supérieur ; elle est destinée aux responsables, enseignants, chercheurs et administrateurs de l'enseignement supérieur.

4 numéros par an

Volume 25, 2012

N° ISSN : 0952-8733

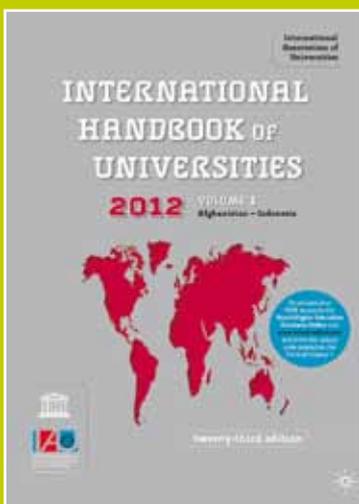
N° ISSN en ligne : 1740-3863

www.palgrave-journals.com/hep/

Recommandez Higher Education Policy à votre bibliothèque qui pourra ainsi offrir à tous vos collègues et

aux étudiants un accès en ligne direct à toutes ses données.

Plus d'informations à : www.natue.com/pal/librec/svc/request/makeProdRequest?id=hep



The International Handbook of Universities 2012

23ème édition, 3 volumes

Association internationale des Universités

Le guide le plus complet sur les établissements d'enseignement supérieur dans le monde, qui offre des informations actualisées et détaillées sur plus de 15 000 établissements dans 183 pays. Une publication de référence unique et fiable sur l'enseignement supérieur dans le monde.

Septembre 2011 5224pp

Edition reliée £390.00 978-0-230-22347-9

Accès mono-utilisateur à la base de données en ligne World Higher Education Database à www.whed-online.com, jusqu'en août 2012.

Les membres de l'AIU bénéficient d'une réduction de 50%. Pour plus d'informations ou pour commander le Handbook : orders@palgrave.com ou www.palgrave.com/reference.
Merci d'indiquer si vous êtes Membre de l'AIU au moment de passer votre commande.



The World Higher Education Database 2011 CD ROM (Accès mono ou pluri-utilisateur(s))

Le monde de l'enseignement supérieur à votre portée

La World Higher Education Database (WHED) est l'outil de référence le plus exhaustif, le plus actualisé et le mieux informé sur les établissements d'enseignement supérieur dans le monde. Cette base de données aux fonctions de recherche multiples rassemble des informations sur les établissements d'enseignement supérieur de plus de 180 pays.

Les membres de l'AIU bénéficient d'un exemplaire gratuit du CD-ROM.

La World Higher Education Database est également disponible en ligne.

Pour plus d'informations ou pour commander le CD-ROM : onsales@palgrave.com ou www.whed-online.com



Est également disponible :

The Grants Register 2012

Le guide le plus complet sur les bourses de troisième cycle et les financements professionnels dans le monde

Juillet 2011

1136pp

297 x 210 mm

Edition reliée

£220.00

978-0-230-24801-4

Pour commander, contactez : orders@palgrave.com

www.palgrave.com